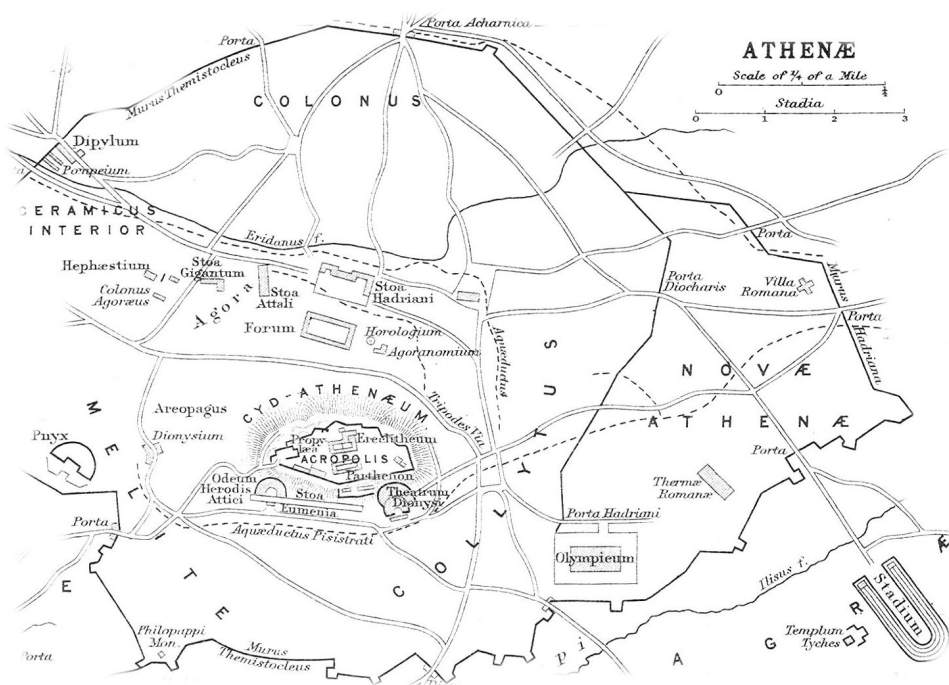


Le mouvement grec pour la démocratie directe

Le « mouvement des places » du printemps 2011 dans la crise mondiale

- Seconde partie -



Sommaire

Enjeux politiques et anthropologiques du mouvement grec pour la démocratie directe	p. 3
Grèce : les pratiques maffieuses de l'oligarchie libérale	p. 26
Les contradictions du capitalisme financier dérégulé	p. 28
Le laboratoire grec	p. 31
<i>a. Les racines structurelles de l'endettement public</i>	p. 33
<i>b. Les défauts structurels au bénéfice de la domination de l'oligarchie</i>	p. 36
<i>c. La politique monétaire unique au détriment de la reprise</i>	p. 40
Voie sans issue ?	p. 41
<i>Au-delà de l'économisme</i>	p. 44
« Le terrain est maintenant fécond pour une nouvelle conception politique »	p. 46
Sur la dynamique des mouvements actuels	p. 52
<i>Bref exposé sur le mouvement « Occupy Wall Street »</i>	p. 52
<i>Les dynamiques complotistes</i>	p. 53
<i>Entre noyautages gauchistes et indétermination</i>	p. 54
<i>Sur la nature de l'oligarchie</i>	p. 56
<i>Surgissement de l'improbable et réactions prévisibles</i>	p. 58
Couverture : Plan d'Athènes de l'époque romaine.	

Enjeux politiques et anthropologiques du mouvement grec pour la démocratie directe

Interview d'un membre grec de notre collectif, fin septembre

Pendant plus d'un mois, le mouvement spontané de contestation en Grèce a impressionné par son courage, ses mots d'ordre radicaux et sa détermination, parallèlement aux mobilisations en Espagne. Et, comme là-bas, il s'est inscrit pleinement dans une réaction aux mesures d'austérité imposées par l'Union européenne. Comment les gens expliquent-ils leur situation et leur mobilisation ?

Comme j'ai essayé de l'expliquer dans le bref reportage que je vous avais envoyé à la mi-juin¹, la particularité principale du mouvement grec, qui le distingue des autres versions du mouvement des « Indignés », tient en ceci qu'il se caractérise par un étrange mélange – voire une contradiction – entre une orientation plutôt républicaine et une visée ouvertement démocratique et radicale. C'est cette contradiction qui le fait sortir du cadre habituel anti-néolibéral et vaguement social-démocrate des mouvements espagnol, israélien, portugais, américain (dans le Wisconsin et récemment à New York, avec l'« occupation » de Wall Street), etc. D'un côté, le mouvement grec réclame l'unité du peuple comme facteur indispensable à la lutte contre l'intervention de la Troïka (FMI, UE, BCE) dans les affaires intérieures du pays (intervention rendue possible suite à la « trahison » des politiciens grecs qui servent à la Troïka de « collaborateurs »), avec comme but l'annulation des divers Memoranda et des mesures d'austérité qui en découlent. Dans le cadre de cette approche, on reconnaît la conception républicaine traditionnelle, selon laquelle le peuple souverain, en tant que nation, s'unit afin de faire tomber le Souverain arbitraire, c'est-à-dire le monarque. Dans le cas grec, le rôle de ce Souverain arbitraire et autoritaire est joué par un gouvernement presque complètement délégitimé, qui a accédé au pouvoir en disant des mensonges au peuple et en lui faisant de fausses promesses. Bien sûr, le peuple devrait savoir que le PASOK est un parti d'arnaqueurs, spécialistes en manipulations et en stratagèmes électoraux. Or, en ce qui concerne la logique « symbolique » de l'imaginaire qu'on décrit, cela n'a qu'une importance secondaire.

¹ Cf. « *Récit d'un participant sur la place Syntagma* », publié dans la première partie de notre brochure : *Le mouvement grec pour la démocratie directe. Le « mouvement des places » du printemps 2011 dans la crise mondiale* (Brochure n° 18), pp. 32-36.

De l'autre côté, on a la composante proprement démocratique et radicale du mouvement, qui constitue sa particularité². Selon cet imaginaire, les problèmes auxquels doit faire face la société grecque ne sont pas uniquement de nature économique. La question qui se pose, en d'autres termes, c'est celle de la transformation radicale de la société vers un modèle de démocratie directe. Pour cette approche, il est hors de question de se contenter de la demande d'annulation des Memoranda juste pour revenir au *statu quo ante*. Les partisans de cette approche perçoivent la démocratie directe non seulement comme un moyen de lutte contre l'imposition des mesures d'austérité mais aussi bien comme un projet politique global, qui pourrait nous aider à sortir de la crise économique et politique qui frappe la société grecque.

D'après ce qu'on a lu et entendu, les gens font souvent un rapprochement avec le soulèvement de 1973 qui a mis fin à la dictature des Colonels. Toi, tu parles, par exemple, dans ton reportage du 18 juin, du slogan « Pain, paideia, liberté [slogan des étudiants en 1973], la junte ne s'est pas finie en '73 ». Comment s'inscrivent ces références dans les conceptions politiques dont tu viens de parler ? Est-ce qu'il y a quelques continuités entre 1973 et 2011 ?

Les références à la révolte de l'Ecole Polytechnique d'Athènes contre les Colonels s'inscrivent précisément dans la première composante, républicaine, du mouvement. C'est pour cela que le gouvernement grec est vu comme une dictature. Car ce ne sont pas seulement les gauchistes et les anarchistes, habitués à traiter à peu près tous les régimes non démocratiques de « fascistes », qui parlent de dictature et de junte. Pour une partie considérable du peuple, la Grèce est actuellement gouvernée par une dictature qui ne prend nullement en compte les désirs du peuple. Cette idée est bien sûr un peu exagérée, puisque mis à part le fait que la signature des Memoranda transforme le Parlement grec en mandataire des autorités étrangères, il n'y a pas de mutation politique du régime.

² Et qui fait que le regard libéral-social-démocrate des journalistes de « gauche » d'aujourd'hui n'arrive pas à comprendre ce qui se passe en Grèce. C'est peut-être à cause de ce fait que le numéro récent de *Courrier International* consacré aux mouvements sociaux de 2011 (« 2011 année révoltée », n° 1089, 15-21/9/2011), ne consacre qu'un bref article sur le cas grec, dont le rédacteur se préoccupe plus de la manière dont la police grecque projette d'affronter les manifestants en cas de révolte que de ce qui se passe sur Syntagma et le reste des places. Et il en va de même pour toute la presse écrite française.

Or, ce qui est intéressant, c'est d'essayer d'analyser pourquoi le système parlementaire en place est perçu de cette manière par les Grecs. Je pense qu'une telle perception reproduit l'image symbolique que j'ai décrite tout à l'heure : le peuple uni se soulève contre un pouvoir autoritaire et – principalement – arbitraire. Et la dictature est un régime de ce type par excellence.

Dirais-tu qu'il s'agit d'une illusion qui entrave l'évolution du mouvement, en empêchant les gens de comprendre la nature du régime contre lequel ils sont censés lutter ?

Oui et non à la fois. Tout d'abord, sur le plan strictement politique, le slogan concernant la continuité de la dictature est un slogan très pertinent. Et cela parce qu'il met en cause les lieux communs libéraux-modernisateurs selon lesquels les problèmes de la société grecque contemporaine seraient le produit et l'achèvement de l'itinéraire qu'a suivi la Grèce à partir de la chute du régime des Colonels : forte politisation de la société, virage à gauche dans le cadre duquel a émergé le populisme social-démocrate / nationaliste du PASOK qui a servi de base à la politique clientéliste de ce parti, etc. De ce point de vue, le slogan en question souligne bien le fait que la montée du PASOK au pouvoir ne constitue pas une véritable rupture dans la vie politique grecque, du moins une rupture telle que celle qu'ont en tête les libéraux. La « seule » différence fut que le vieil Etat autoritaire et clientéliste de droite fut remplacé par un Etat seulement clientéliste qui n'excluait plus les gens de gauche.

D'autre part, cette idée, qui fait partie intégrante de la composante républicaine du mouvement, soulève une série de questions très importantes. Le modèle symbolique « soulèvement du peuple contre le Souverain arbitraire » – dont nous avons, nous aussi, analysé³ les ambiguïtés – pose aussi la base sur laquelle fut lancée l'idée de « faire notre propre place Tahrir », une idée qui, fut-ce implicitement, a considérablement déterminé la nature du mouvement. Car on pourrait aussi transposer notre analyse des deux composantes contradictoires de l'imaginaire ou de l'idéologie du mouvement sur le plan organisationnel. En d'autres termes : alors que les

³ Cf. l'« Introduction générale » de notre brochure, *Les mouvements arabes face au vide occidental. L'exemple tunisien*, première partie (Brochure n° 17), avril 2011, section « Révolution ou soulèvement ? », p. 7.

AG et les groupes thématiques (ou « commissions ») des places⁴ incarnent un modèle de démocratie directe (et il en est de même pour les places espagnoles), l'occupation des places, *en tant que moyen de lutte* semble plutôt reproduire une approche « anti-autoritaire », qui vise le renversement d'un pouvoir dictatorial voire totalitaire. L'occupation d'une place ou d'un autre endroit public est par elle-même un acte contestataire au sein de tels régimes, où le droit au rassemblement n'existe pas. Et on a vu comment cela a marché dans le cas égyptien.

Or, dans le cas d'un régime parlementaire, où les principaux droits civils sont plus ou moins respectés, un tel moyen de lutte, *en tant que tel*, n'a rien de proprement contestataire. Car, dans de telles circonstances, la question politique ne se résume pas à la libéralisation du régime et à la revendication du respect et de la protection de nos droits politiques et civils. Le modèle de lutte « anti-autoritaire » ne marche pas dans le cas de régimes libéraux. Là, le problème se pose d'une manière tout à fait autre : le but principal de la lutte n'est plus la libéralisation d'un régime autoritaire, mais la création de formes de lutte (tout d'abord) et de pouvoir (ensuite) *proprement démocratiques*, qui permettront au peuple de s'autogouverner. Selon cette conception, l'occupation d'une place (même s'il s'agit de la place centrale de la capitale d'un pays) et l'établissement, sur son pavé, d'une micro-société démocratique n'a de sens *qu'à condition que cette « micro-société » serve de base ou de centre de coordination à une série de mouvements déjà en acte dans la société en question (des grèves non contrôlés par les bureaucraties syndicales, des occupations, des mouvements locaux, etc.)*. Selon cette hypothèse, la micro-société démocratique des places centrales des principales villes d'un pays pourrait jouer le rôle d'une *agora* et d'un lieu de délibération et de rencontre des divers mouvements, de gens de différents endroits, différentes catégories sociales, etc.

En Grèce, par contre, le fait que la majorité de la société reste passive, piégée, dans une large mesure, par la rhétorique auto-culpabilisatrice libérale, fait qu'au lieu de commencer par en bas, on semble avoir commencé par en haut : l'occupation des places ne surgit pas « naturellement » comme une tentative de divers mouvements *déjà existants* de se rencontrer et de se coordonner ; ce qu'on fait, c'est plutôt l'inverse. Au lieu de

⁴ Sur le modèle et l'organisation interne du mouvement, on peut consulter notre brève présentation : « Les assemblées générales de Syntagma : Structure et fonctionnement » (*Le mouvement grec pour la démocratie directe...*, *op. cit.*, pp. 37-39).

s'appuyer sur des mouvements déjà existants et, comme tels, enracinés dans des secteurs de la société, on institue la « démocratie des places » afin de jouer le rôle du levier qui pourrait et devrait produire les mouvements que la société grecque n'a pas encore pu faire naître. Bien sûr, malgré cette contradiction majeure, le mouvement a réussi à exercer une certaine influence (en faisant pression sur les syndicats, par exemple, et en les obligeant à répondre à ses appels avec l'organisation d'une grève générale de 48 heures). Pourtant, sur le long terme, cette conception a eu pour principal résultat que le mouvement fut poussé, à partir d'un moment, à se fermer un peu sur lui-même, tout en ayant l'impression que la société le suivait. Malheureusement, on a vu qu'il y avait un décalage assez important entre la radicalité du mouvement et l'humeur de la société grecque. Et de ce point de vue, le mouvement a échoué à jouer le rôle de « réveil » politique de la société – du moins pour le moment. Or, étant donné la mentalité du Grec moyen, je dirais que c'est plutôt à la société grecque qu'au mouvement que revient la « responsabilité » de cet échec...

Quel regard les Grecs ont-ils sur les soulèvements arabes, particulièrement tunisien et égyptien, ainsi que sur le mouvement espagnol ? La Grèce, comme tous les autres pays, se trouve devant une impasse à la fois économique, écologique, politique et culturelle : quels sont les perspectives des gens mobilisés ? Mais il me semble que tu y as déjà répondu d'une certaine manière...

...du moins en ce qui concerne la première partie de ta question, celle qui concerne le regard des Grecs sur les soulèvements arabes... En ce qui concerne sa seconde partie, on pourrait, ici aussi, faire appel au schéma concernant les deux composantes du mouvement. Car un de ses principaux défauts est que l'influence de la composante anti-autoritaire / républicaine a fait que même les partisans de la démocratie directe ont un peu négligé les côtés « culturel » et « anthropologique » du problème. La démocratie directe est très souvent interprétée de manière « arendtienne »⁵, c'est-à-dire de manière strictement « politique », voire constitutionnelle. Même si pendant les séances des AG, il y a eu de nombreuses discussions sur diverses questions concernant le mode de vie et ce que les situationnistes

⁵ Cf. sur ce sujet les dernières pages de l'ouvrage de H. Arendt, *Essai sur la Révolution* (1963), trad. par M. Chrestien, Gallimard, 1985.

appelaient « usage de vie » et « critique de la vie quotidienne », la plupart des gens percevaient la démocratie directe plutôt comme une forme de gouvernement, sans toucher au fond des questions que leur revendication posait (mode de vie et type anthropologique correspondant à ce régime politique, pourquoi est-on pour la démocratie, etc.). Bien sûr, nous, avec les autres membres du groupe athénien, et à l’instar de quelques camarades anarchistes, nous avons essayé de poser ces questions, notamment lors de la lutte contre la tendance des gauchistes à réduire la démocratie directe à un simple moyen de lutte contre les mesures d’austérité. Là, nous disions que le positionnement pour la démocratie directe en tant que projet global devrait nous faire parler de la culture et du type de société qu’on voudrait faire émerger et réaliser en choisissant de rejeter la conception essentiellement sociale-démocrate des gauchistes, selon laquelle l’horizon indépassable du mouvement serait la suppression de la dette et l’annulation du Mémorandum. Si on ne se contente pas de ça, on doit expliquer par quel type de société on veut remplacer la société de consommation que défendent, au fond, les positions sociale-démocrates et keynésiennes.

Donc, tu penses que cette problématique n’a pas vraiment préoccupé les gens ?

Si, mais pas d’une manière cohérente. Car c’est la question politique et économique (au sens strict des termes : question de l’opposition entre démocratie directe et régimes « représentatifs », et question de la dette au niveau économique) qui a occupé le devant de la scène.

Passons maintenant à la question des origines historiques et sociales du mouvement. Toi, tu participes à toutes les mobilisations politiques depuis des années en Grèce : dans quelle mesure l’assemblée de Syntagma est-elle en continuité avec les émeutes de décembre 2008 qui ont embrasé le pays ?

Bon, ça c’est une question à laquelle il est difficile de répondre... Tout d’abord – et pour faire la liaison avec ce dont on a déjà parlé –, il faut souligner deux grandes différences entre décembre 2008 et Syntagma : en décembre 2008, exception faite de quelques immigrés, la majorité des catégories sociales qui ont participé aux événements étaient des catégories

qu'on ne pourrait pas définir à partir de leur place dans la production. Bien sûr, il y a eu les analyses marxistes sur le rôle des précaires et de la « *génération 700 euros* » (ce qui correspond à un salaire de 1000 euros en France en termes de niveau de vie). Or, il est clair que, « du point de vue objectif », la majorité des gens qui ont participé aux mobilisations de décembre 2008 appartiennent à des catégories qui ne sont pas encore entrées dans le processus de production (lycéens, étudiants, « jeunesse rebelle », etc.). Mais il en est de même « du point de vue subjectif » : même les catégories qui pourraient être définies à partir de leur position socio-économique n'ont pas participé aux événements en tant que telles. En d'autres termes, leurs membres ne se sont pas révoltés comme représentants de leur catégorie. Leurs aspirations ne correspondaient pas à une classe ou une catégorie sociale précise. Les questions qui ont préoccupé les gens n'étaient pas de l'ordre de l'économie, exception faite, bien évidemment, des gauchistes et des libéraux qui, pour les premiers, travaillaient pour imposer à la révolte leur rhétorique pourrie et les demandes également tragicomiques qui en découlent ; alors que les seconds attaquaient la révolte, en le traitant de politiquement *lumpen* et de nihiliste, précisément parce qu'elle n'a pas formulé quelques demandes claires (comme, par exemple, l'augmentation des salaires).

Syntagma, par contre, fut un mouvement beaucoup plus conditionné par l'appartenance de classe des participants. Dans ce cas, une large partie des gens sont descendus dans la rue à cause de problèmes intrinsèquement liés à leur position dans la hiérarchie sociale. Les questions concernant l'économie, le travail et, plus généralement, le côté « matériel » de la société ont prévalu, ce qui a rétréci l'horizon de pensée du mouvement – d'importantes questions de type anthropologiques ou culturelles, notamment liées à la société de consommation, ont été négligées : modes de vie, comportements, mentalités, etc.

Décembre 2008 était plutôt un éclatement « existentiel » qui, comme tel, n'a pas été articulé autour de quelques revendications précises. Le fameux « nihilisme » de décembre (que déplorent les libéraux), tenait exactement en ceci que les questions posées en décembre furent d'ordre *anthropologique* : elles étaient liées au destin de la société grecque contemporaine, à la place de la jeunesse dans la société, etc. Ce fut une des rares fois qu'il y eut un véritable débat public en Grèce. Et c'est à peu près à partir de ce moment que se sont formées de manière si claire et explicite les diverses

tendances intellectuelles qui jouent aujourd'hui un rôle essentiel dans le débat concernant les causes de la crise des finances grecques et les moyens pour en sortir. Surtout pour les libéraux-modernisateurs (qui aujourd'hui sont foncièrement pro-FMI), décembre 2008 sert de point de repère, jouant le rôle de ligne de démarcation entre les divers camps politiques et idéologiques⁶. De ce point de vue, on pourrait dire que décembre 2008 a réussi à poser les questions que le mouvement des places n'a pas pu articuler d'une manière cohérente.

Et en ce qui concerne la continuité entre les deux mouvements ?

Je pense que celle-ci devrait être recherchée au niveau « organisationnel »⁷. La révolte de décembre 2008 fut une des rares occasions où une mobilisation n'était pas contrôlée par l'extrême gauche. Les deux traits de décembre 2008 – qu'on retrouve ensuite lors le mouvement des places – furent l'autonomie du mouvement par rapport aux partis et aux syndicats traditionnels de gauche, et la forte participation de groupes sociaux qui d'habitude ne participent pas à des mobilisations sociales (les *ultras* – *supporters de foot quasi-hooligans* –, les lycéens, les immigrés, etc. en décembre 2008 ; les « non-affiliés » à Syntagma). Et il en est de même pour la diffusion de ces mouvements à toute la Grèce, même dans des endroits qui n'ont jamais connu de mobilisations sociales. De ce point de vue, on pourrait dire qu'il existe une continuité entre décembre 2008 et le mouvement des places, même si sur le plan « idéologique » il y a des différences considérables. Il s'est agi, dans les deux cas, d'une sortie des cadres bureaucratiques traditionnels, et c'est pour cela que ni la gauche ni les anarchistes n'ont pu vraiment comprendre l'un comme l'autre.

Les Grecs sont les seuls à affirmer explicitement une « démocratie directe », même si les Espagnols de la Puerta del Sol la pratiquent aussi. Comment expliquer le surgissement d'un tel mot d'ordre, qui semble contraster fortement avec ce qui est vécu quotidiennement par la population depuis des décennies ?

⁶ Un représentant typique de ce courant libéral, « anti-décembriste », est N. Marantzidis, l'inénarrable auteur de l'article « La farce grecque : bilan d'une fausse révolte » (*Le Monde*, 28/4/2009).

⁷ Concernant le niveau proprement événementiel, nous renvoyons le lecteur à la chronologie détaillée (« *Les prémisses du mouvement* ») publiée dans la première partie de notre brochure : *op. cit.*, pp. 24-31.

Ça, c'est une question vraiment costaud ! Car il s'agit d'analyser comment dans une société largement hétéronome – où pour une partie très importante de la population, la politique fut toujours conçue comme une négociation entre l'État et les divers groupes d'intérêts afin que ceux-ci acquièrent des privilèges – une revendication aussi radicale a pu surgir. Car il faut toujours garder à l'esprit que la Grèce n'est ni la France, ni tel ou tel autre pays occidental dont l'histoire serait ponctuée de périodes de mouvements contestataires et de luttes sociales. Ceci étant dit, je pense que ce qui est le plus intéressant, ce n'est pas d'essayer d'analyser comment le slogan de démocratie directe fut lancé (à ma connaissance, c'était le fait de quelques étudiants espagnols, inspirés par l'exemple madrilène, ainsi que de quelques Grecs non-affiliés influencés – le plus probablement de manière vague – par C. Castoriadis et son analyse de la démocratie directe⁸) ; ce qui serait plus important sociologiquement et anthropologiquement, c'est d'essayer de comprendre *pourquoi le slogan en question a pu tant se diffuser, malgré sa radicalité.*

Concernant cette question, donc, je dirais que ce n'est nullement par hasard si une partie considérable des partisans de la démocratie directe étaient des non-affiliés. Cela est devenu évident notamment lors des tentatives de s'opposer aux manipulations gauchistes pendant les séances des AG. Là, on pouvait assez clairement voir que pour la plupart de ses partisans, la démocratie directe, en tant que slogan désignant une forme tout à fait autre et nouvelle de faire de la politique, signifiait, tout d'abord, l'opposition aux diverses versions bureaucratiques et bureaucratisées de la politique, qu'elles soient « systémiques » ou gauchistes. Du moins, c'était ainsi que je le comprenais chaque fois que je discutais avec des non-affiliés. Ce que les gauchistes et les anarchistes appelaient, dans un sens tout à fait péjoratif, « démocratie directe petite-bourgeoise » et « apolitique », fut la tentative du mouvement de se protéger contre les tentatives de noyautage. Sur le plan pratique, la tentative en question a pris la forme d'un

⁸ Du moins il y a eu de pareilles rumeurs à Syntagma, comme quoi il y aurait eu des « castoriadiens » parmi les premiers « campeurs ». Il faut par ailleurs savoir que C. Castoriadis est très célèbre en Grèce - « notre grand penseur national », même si la réception de ses idées y est très confuse et se fait assez souvent à travers le prisme patriotique, voire nationaliste. Son analyse sur la démocratie directe est souvent plus connue que le reste de ses idées, car elle est liée à l'étude de la Grèce Antique. Et il faut savoir qu'un des lieux communs du nationalisme grec est la prétendue continuité entre la culture grecque antique et la culture byzantine-néogrecque. Sur cette dernière question, Cf. « Considérations sur la Grèce moderne », in *Le mouvement grec pour la démocratie directe...*, *op. cit.*, p. 14.

attachement très fort à l'idée de démocratie directe. Et je pense qu'il en est de même à l'échelle de la politique « instituée » : là, la démocratie directe fut conçue comme une manière de faire de la politique capable de nous permettre de nous libérer de l'emprise des diverses mafias et clans parlementaires et bureaucratiques, dont les choix nous ont amenés à la situation actuelle.

Comme l'accumulation d'expérience – pour utiliser une vieille expression – politique et pratique de la part des gens qui ont participé aux AG et aux commissions (ou « groupes thématiques »), cet aspect du mouvement constitue une de ses réalisations les plus importantes. *Car il a réfuté dans la pratique toute cette rhétorique fataliste et auto-culpabilisatrice de la plupart des Grecs (nourrie, bien évidemment, et renforcée par les média et les intellectuels libéraux-modernisateurs).* Ce faisant, elle a mis en cause un des traits les plus enracinés de la mentalité néo-grecque.

Cette auto-organisation est appliquée localement – tu as, toi aussi, déjà parlé d'une « micro-société » démocratique : quelles sont donc les difficultés internes auxquelles les gens sont confrontés ? Imaginent-ils vraiment s'approprier la gestion du pays entier ?

Là, on touche à un des côtés problématiques du mouvement. J'ai essayé d'analyser comment la composante républicaine/anti-autoritaire a posé une série d'entraves assez importantes au déploiement de l'élan créateur des gens sur le plan pratique. Je voudrais donc mentionner un autre facteur qui a largement caractérisé le mouvement. Je laisse par conséquent de côté l'analyse des difficultés auxquelles sont confrontés les gens sur le plan quotidien, à savoir ce qui concerne le fonctionnement interne des AG, puisqu'on en a déjà parlé⁹.

Ce que je voudrais, par contre, souligner, ce sont les difficultés du mouvement à diffuser ou à propager les principes et le modèle de démocratie directe hors de la place. Exception faite des AG locales, qui existaient déjà avant l'avènement du mouvement des places (créées dans divers quartiers d'Athènes et de banlieues lors des luttes autour de questions d'écologie, d'urbanisme local, etc.), ainsi que des tentatives par leurs employés

⁹ Cf. les textes de la première partie de notre brochure, « Récit d'un participant sur la place Syntagma », p.32, et « Le mouvement des places en Grèce. Les réalités grecques aux prises avec les exigences de la démocratie directe », p. 40.

d'autogérer quelques petites entreprises en faillite, le slogan de démocratie directe n'a pas dépassé le niveau politique, au sens strict du terme. Bien sûr, comme on l'a vu, ceci est largement dû au fait que la société grecque, dans sa majorité, reste encore passive et tétanisée, incapable de faire face à l'offensive qu'elle subit. Syntagma, par exemple, a dès le début dénoncé les syndicats bureaucratiques, en parlant d'auto-organisation des luttes. Mais cela est resté lettre morte, puisqu'il manquait les forces sociales qui pourraient incarner et porter cette idée.

Toutefois, cette incapacité à dépasser le niveau politique/constitutionnel est aussi le résultat de la puissance symbolique et imaginaire de la composante proprement républicaine/anti-autoritaire du mouvement. Car un tel imaginaire, qui s'articule autour de l'idée de l'*unité* du peuple, va à l'encontre de toute tentative d'analyser la société en termes de division de classes ou en termes d'intérêts conflictuels et opposés, etc. Toute tentative visant à établir la démocratie directe dans le domaine de la production (en d'autres termes, l'autogestion des entreprises et l'égalité des rémunérations et des salaires), serait obligée de critiquer les rapports de production en place, en mettant ainsi en question le rôle économique des divers petits propriétaires ou petits patrons qui participaient aux événements ou sympathisaient avec les participants (frappés eux aussi qu'ils étaient par la crise, du fait de la baisse de la consommation, qui allait jusqu'à provoquer la faillite de leurs entreprises).

Ce n'est nullement mon intention de reprendre ici la critique paléo-marxiste de certains ouvriéristes « autonomes » (inspirés par l'Autonomie Italienne), selon laquelle seule la classe ouvrière ou (dans le contexte contemporain) les membres de l'*Underclass* peuvent jouer un rôle véritablement révolutionnaire. L'histoire montre que dans la plupart des cas, les révolutions ont été le résultat de l'établissement de quelques « coalitions » de classe, qui ont fait que la majorité (ou une partie importante) du peuple s'est opposée au régime en place. Le problème avec Syntagma tient en ceci que le manque de tradition autonome et démocratique en Grèce a fait que les diverses classes ou groupes sociaux n'ont pu s'unir que sur la base d'un discours qui laissait presque entièrement de côté la question de la transformation du modèle économique capitaliste (hiérarchie, exploitation, etc.). Pour le formuler d'une façon marxiste, on dirait que, de ce point de vue, le mouvement a reproduit le modèle de révolution « bourgeoise » ainsi qu'un certain imaginaire rousseauiste : on parle de démocratie et d'égalité

sur le plan politique, mais sur le plan économique on vote la fameuse loi Le Chapelier de 1791, etc. Si cette manière d'aborder – ou d'éviter – l'aspect économique du problème est si répandue, c'est parce qu'elle reflète la structure économique de la société grecque (importance des « petits bourgeois » dans cette structure). Encore une fois, la Grèce est un pays qui présente des différences considérables avec les pays proprement occidentaux. Le capitalisme grec, par exemple, qui n'a jamais été un capitalisme de l'envergure de celui de la France ou même de ses homologues italien et espagnol, n'a pas conduit à des séparations de classe aussi profondes que celles qu'on rencontre dans les pays occidentaux.

Une très grande proportion des entreprises grecques sont des PME, de telle sorte qu'une partie considérable de l'ossature de la société grecque est constituée de couches de petits propriétaires, eux aussi frappés par la crise. Or, la tentative d'établir une unité du peuple de type républicaine (comparable, par exemple, à celle de février 1848 à Paris), qui devrait concilier les demandes de protection qu'énoncent ces petits propriétaires avec les revendications plus radicales et égalitaires de la partie du mouvement des places qui est pour la démocratie directe, nous conduit au rejet de toute discussion sur le rôle et la mentalité d'exploiteurs de ces couches. Beaucoup de gens bien intentionnés pensent qu'ils doivent critiquer la politique du gouvernement, qui suit le principe « diviser pour mieux régner », et donc appellent à l'unité des diverses catégories sociales frappées par la crise. Or, il s'agit d'une voie peu pertinente, car elle tend, généralement, à éviter toute critique de la mentalité corporatiste de beaucoup de ces catégories. Tous ces facteurs amènent à la conception « arendtienne » de la démocratie directe, qu'on a évoquée tout à l'heure.

Pourtant, comme tous les pays, la Grèce est un pays profondément clivé : qui sont ces Athéniens rassemblés, et quels sont leurs relations avec le reste de la population ? La contestation et les opinions qui s'expriment lors des assemblées générales correspondent-elles à ce qui est vécu par le reste de la population ? Quels sont les sujets qui divisent ?

Je profite de cette question pour aborder un sujet essentiel, qu'on ne devrait pas négliger si on veut comprendre le comportement politique de la grande majorité de la société grecque. Car la focalisation sur les clivages

censés la déchirer voilent certains traits anthropologiques qui constituent la particularité culturelle grecque tout autant que la manière dont l’imaginaire grec moderne perçoit la politique et les luttes sociales.

Il faut tout d’abord rendre clair le fait que la société grecque moderne n’a jamais été travaillée par quelque tradition d’autonomie que ce soit, comme ce fut le cas en France. En Grèce, il n’y a jamais eu de mouvements autonomes, pour ne pas parler de révolutions sociales. Faisant ce constat, Castoriadis souligne plutôt les exceptions libérales à cette règle¹⁰ ; or, en ce qui concerne les exceptions proprement radicales, il n’y aurait pas grand-chose à ajouter : le mouvement (anarcho-)syndicaliste des années 1890 (notamment dans la partie occidentale du Péloponnèse où il y a eu des immigrés italiens), son homologue ouvrier des années 1930, une certaine contre-culture des années 1970-1980 et une vague de grèves pendant la même période. De ces événements et périodes-là, on passe directement à la révolte de décembre 2008 et aux événements de ces derniers mois.

De ce point de vue, il faut être très prudent quand on parle des divisions et des guerres civiles qui ont caractérisé l’histoire récente de la Grèce. Comme le dit bien Castoriadis, en Grèce les divisions sociales ne suivent pas, dans la plupart des cas, de critères politiques ou d’appartenance de classe, comme c’est le cas dans les pays proprement occidentaux.

Prenons un exemple. Un camarade grec, Sp., a parlé des accords de Varkiza¹¹. Or, hormis le fait que cet accord n’était rien d’autre qu’un compromis typiquement opportuniste entre les Britanniques et les leaders staliniens – qui ont sauvé leur peau, en laissant la base sociale du PC grec et de ses organisations-vitrines (censées constituer un Front Populaire antifasciste) à la merci des Britanniques et des forces paramilitaires de la droite grecque –, il est entièrement erroné d’essayer d’établir des parallèles entre ce qui se passe aujourd’hui en Grèce et ce qui s’est passé entre 1940 et 1949 (Occupation allemande, mouvement de Résistance Nationale, Guerre Civile entre le PC et les forces de la droite soutenues par les Américains).

¹⁰ Cf. son interview « Considérations sur la Grèce moderne », in *Le mouvement grec pour la démocratie directe...*, *op. cit.*, p. 18.

¹¹ Cf. son interview « Nous sommes à un stade embryonnaire de la démocratie directe », in *Le mouvement grec pour la démocratie directe...*, *op. cit.*, p. 38.

Même si on peut admettre que les gens perçoivent les accords de Varkiza comme une défaite pour le mouvement de libération du pays, etc., je n'arrive pas à comprendre pourquoi, pour notre part, nous devrions accepter tel qu'il est ce récit – tout à fait erroné – des événements en question. Si on critique les « Indignés » pour avoir refoulé la question des divisions sociales, on devrait également critiquer l'imaginaire qui pense que la guérilla stalinienne était une force qui promettait la libération nationale, laquelle aurait finalement été empêchée par les Britanniques et les Américains. Castoriadis, comme le reste de ses camarades internationalistes (dont certains furent chassés voire assassinés par les forces des staliniens), insistait beaucoup sur le véritable rôle du mouvement dit de libération nationale (un mouvement de type Front Populaire, essentiellement dominé et contrôlé par les staliniens, même s'il avait réussi à attirer des parties considérables de population non-communistes)¹², car cette mythologie sur le rôle prétendument libérateur de ce mouvement – tout autant que celle sur la Guerre Civile de 1946-49 –, constitue le noyau dur idéologique du stalinisme grec, récupéré pendant les années 1980 par le PASOK afin de servir de base idéologique à la « réconciliation nationale ». Il faut aussi noter qu'en Grèce la victoire militaire et politique de la droite dans la Guerre Civile est contrebalancée par la victoire idéologique de la gauche : presque tous les grands artistes et intellectuels de l'après-guerre ont été des sympathisants de gauche, voire des staliniens du type d'Aragon et Eluard.

C'est précisément cette idéologie de nationalisme tiers-mondiste qui constitue, de nos jours, l'essence idéologique des milieux les plus réactionnaires (populistes socialistes du « vieux PASOK », nationalistes de gauche, nationalistes et populistes de droite qui condamnent les « spéculateurs » et les Allemands, néo-orthodoxes, etc.) ainsi que de l'aile la plus hétéronome de la composante républicaine/patriote du mouvement des places. Donc, pour moi, la démythologisation de cette période de l'histoire moderne grecque est une tâche politique de premier ordre.

Et de ce point de vue, j'oserais dire que c'est précisément au nom de cette idéologie stalino-nationaliste que les tendances les plus hétéronomes des « Indignés » voilent la question des divisions sociales : c'est le

¹² Cf. sur ce point, C. Castoriadis, « Préface » in *La société bureaucratique*, t. 1 *Les rapports de production en Russie*, Paris, 10/18, 1973, réédité dans la brochure n°7 « *De la dissidence marxiste au projet d'autonomie, un parcours intellectuel et politique* » (disponible sur notre site, rubrique *Nos textes > Brochures*) pp. 4 - 7.

stalinisme grec qui, à l'instar de tous les communismes des pays sous-développés (régimes de Mao, Castro, Kim Il Sung, Pol Pot, etc.), a abandonné l'analyse marxiste en termes de lutte de classes au profit d'une analyse « anti-impérialiste » et tiers-mondiste, qui s'articule autour de l'opposition centrale entre « peuple grec » et « forces impérialistes » ou « forces du fascisme ». La seule division sociale qui pourrait exister dans ce cas, c'est la division entre le « peuple » (toujours uni et unitaire) et les « collaborateurs » des Grandes Puissances, à savoir les Quisling et les « traîtres ». Il s'agit d'une version modernisée du vieil anti-occidentalisme byzantin, qui considérait les Catholiques comme une menace plus grave que les Ottomans, surtout après le saccage de Constantinople en 1204, lors de la Quatrième Croisade. Ce n'est nullement un hasard si le compositeur et ancien député Mikis Theodorakis, chef spirituel du nationalisme contemporain et ancien stalinien, est peut-être la figure emblématique par excellence de la « réconciliation nationale » (ancien membre de l'EAM¹³ et député d'EDA – la façade légale du PC sous le régime de l'après-guerre –, il a aussi été ministre d'un gouvernement de droite au début des années 1990). Récemment, il a lancé un « mouvement de citoyens indépendants », *l'Étincelle*, qui lutte pour « l'indépendance nationale, la souveraineté populaire et la renaissance patriotique » et dont le slogan principal est « *Étincelle signifie Grèce unie* ». C'est pour la même raison qu'on trouve des historiens de gauche, tels que Nicolas Svoronos (qui avait participé à la Résistance comme membre de l'EAM), qui ont essayé d'élaborer des versions « progressistes » du mythe fondamental du nationalisme grec, à savoir la prétendue continuité historique et culturelle entre la Grèce Antique, Byzance et la Grèce moderne.

Exception faite des stalino-gauchistes et de l'aile pro-terroriste des anarchistes, pour la plupart de la population grecque, le discours stalino-nationaliste / anti-impérialiste de la gauche grecque fait partie d'un imaginaire nationaliste traditionnel qui, comme tel, n'a rien à faire avec une conception de la société en termes de divisions de classes. Pour cet imaginaire nationaliste, si division il y a, c'est seulement entre une poignée de Quisling – politiciens « traîtres » –, et un « peuple » qui serait sociologiquement

¹³ « Front National de Libération ». Organisation censée incarner la logique des Fronts Populaires, créée par le PC grec en 1941 dans le but d'organiser la lutte contre les conquérants allemands. En vérité, il luttait aussi contre EDES, la principale organisation de résistance de la droite, afin de conquérir le pouvoir après la fin de la guerre (à l'époque Staline n'avait pas encore laissé la Grèce dans la zone d'influence américano-britannique).

homogène et politiquement uni. C'est pour cette raison que je pense que l'évocation de l'accord de Varkiza par les anarchistes n'est que démagogie de mauvaise qualité qui, d'ailleurs, sert les intérêts micro-politiques du stalino-gauchisme grec ; comme c'est également le cas avec ceux qui qualifient décembre 2008 de « Dekemvriana », en faisant le parallèle entre cette révolte et la tentative avortée de coup d'Etat du PC grec en décembre 1944¹⁴. Et c'est précisément cet imaginaire nationaliste-patriotique – qui semble constituer « l'horizon indépassable » des sociétés sous-développées de la périphérie occidentale, comme on le retrouve en Tunisie, par exemple¹⁵ – qui fait principalement entrave à la diffusion de l'idée de démocratie directe sur les lieux de travail et plus généralement dans la sphère de l'économie, comme on l'a déjà vu. Si la société grecque n'a pas encore pu se constituer en communauté politique¹⁶, c'est à cause du fait qu'elle n'est pas encore passée par ce qu'on pourrait appeler, en empruntant une terminologie traditionnelle, sa phase « de révolution bourgeoise ». Le nationalisme grec n'a pas encore réussi à passer à ce stade que G. Fargette appelle « *nation comme Cité* »¹⁷, celui d'un patriotisme « républicain » et « progressiste », qui naît du dépassement des particularismes et de l'esprit de clocher régionaliste qui caractérisent presque toutes les sociétés non-occidentales ainsi que ces dernières pendant leur phase féodale. Il suffit, pour mesurer les divergences entre ce modèle anthropologique et le modèle proprement républicain, de citer ce que disaient les fédérés de la Bretagne et de l'Anjou en février 1790, pendant la Révolution française : « *Nous déclarons solennellement que n'étant ni Bretons ni Angevins, mais Français et citoyens du même empire, nous renonçons à tous nos privilèges locaux et particuliers, et que nous les abjurons comme anticonstitutionnels ; nous nous déclarons heureux et fiers d'être libres* »¹⁸.

¹⁴ Ce n'est pas du tout un hasard si les néo-nazis du groupe *Aube Dorée* suivent aussi le parallèle entre décembre 2008 et décembre 1944 et, plus généralement, cette conception du monde qui interprète encore la société grecque en termes de guerre civile (ils organisent des fêtes pour l'anniversaire de la défaite des staliniens en 1949, etc.).

¹⁵ On lira par exemple dans notre brochure n°17 bis *Les soulèvements arabes face au vide occidental – l'exemple tunisien, seconde partie*, le texte « Retours de Tunisie », entre autres pp. 29 – 32 et p. 45 *sqq.*

¹⁶ Cf. l'interview de C. Castoriadis déjà mentionnée plus haut.

¹⁷ G. Fargette, « La crise économique comme régime durable », *Le Crépuscule du XX^e siècle*, n° 21, novembre 2009, disponible sur notre site.

¹⁸ F. Furet, D. Richet, *La Révolution française*, Paris, Fayard, 1973, p. 112.

En Grèce, par contre, même pendant la Guerre d'Indépendance (qu'en grec on appelle « Révolution de 1821 »), ce qui prévaut n'est pas l'imaginaire du patriotisme ou du nationalisme républicain qu'essaient de diffuser les bourgeois et les « Philosophes » grecs habitant en Occident. Ce qui prévaut c'est le régionalisme et la mentalité séparatiste de la grande aristocratie foncière byzantine. Ce régionalisme et cette mentalité séparatiste furent perpétués et incarnés en la personne des *kotzabasides*, des *beys* et autres mandataires des Ottomans qui, en payant un certain impôt au sultan, réussissaient très souvent à préserver leur autonomie régionale. Cet esprit régionaliste était si puissant et si considéré comme allant de soi que beaucoup d'intellectuels de la diaspora grecque de l'époque lançaient l'idée de la création d'un Etat *fédéraliste*, inspiré des modèles américain et suisse. Ce sont les représentants de cette « aristocratie » terrienne qui ont grandement fait obstacle à la fondation d'un Etat grec moderne et *centralisé* après la libération¹⁹.

Cette tradition a eu comme résultat qu'en Grèce, la politique se confond avec les luttes et les conflits entre les divers clans et factions. Et il est évident que dans ce cadre, les divisions sociales et politiques ne se fondent pas, le plus souvent, sur des différences idéologiques et politiques, ni non plus sur des séparations de classe. Un trait fondamental de la société grecque et de la mentalité politique et sociale du Grec moyen est ce que Tocqueville appelait l'« individualisme collectif »²⁰. C'est cette attitude qu'avait en tête Edmond About, quand il parlait – en exagérant un peu, bien sûr – de l'amour des Grecs pour la « liberté »²¹ : cette liberté était plutôt la forme que prend l'insoumission de divers groupes et clans face à l'Etat et ses lois²².

¹⁹ Cf. C. Castoriadis, « Considérations sur la Grèce moderne », *op. cit.*, p. 18, n. 16.

²⁰ « Chacune de ces petites sociétés ne vit que pour soi, ne s'occupe que de soi, n'a d'affaires que celles qui la touchent. Nos pères n'avaient pas le mot *individualisme*, que nous avons forgé pour notre usage, parce que, de leur temps, il n'y avait pas en effet d'individu qui n'appartint à un groupe et qui pût se considérer absolument seul ; mais chacun des mille petits groupes dont la société française se composait ne songeait qu'à lui-même. C'était, si je puis m'exprimer ainsi, une sorte d'*individualisme collectif* » (A. de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution* [1856], Garnier-Flammarion, 1988, p. 188).

²¹ E. About, *La Grèce contemporaine* (1855), ch. II, section 5 : « Passion pour la liberté : il y a toujours eu des hommes libres en Grèce », Cf. Bibliographie brochure n°18, *op. cit.*

²² « Chez les Grecs, l'amour de la liberté est doublé du mépris des lois et de toute autorité régulière ; l'amour de l'égalité se manifeste souvent par une jalousie féroce contre tous

De ce point de vue, on pourrait dire que l'analyse de Tocqueville sur les conséquences socialement corrosives du centralisme absolutiste vaut plutôt pour les sociétés de type « oriental », ou du moins pour des sociétés telles que la société grecque où il n'y a jamais eu de véritable centralisme. Car la Grèce est essentiellement une société qui n'a pas encore traversé sa phase proprement « bourgeoise », phase qui se caractérise par une unification nationale faite sous l'égide d'un nationalisme « progressiste ». C'est pourquoi les grands événements de son histoire politique moderne pourraient être compris comme une série d'occasions ratées ou de tentatives avortées de se constituer en peuple souverain qui essaie de s'autogouverner en tant que nation indépendante.

Bien évidemment, le fait que le pays a toujours été un protectorat des diverses Grandes Puissances (dès l'époque de la Révolution nationale de 1821) a rendu encore plus difficile cette tâche. Comme le remarquait un politologue français qui a étudié le cas grec, « *la Grèce semble vouée à la condition d'un peuple dominé et exploité par l'étranger* »²³. Et cette position géopolitique particulière du pays fait qu'en Grèce, toutes les idéologies progressistes « glissent » vers diverses formes de nationalisme. Très tôt, en Grèce, la libération sociale et politique fut presque identifiée à la libération *nationale*. La gauche, pour sa part, n'a fait que théoriser ce glissement, en ayant recours à une forme vulgarisée de la théorie léniniste de la lutte anti-impérialiste. Le résultat majeur de cette évolution est que la revendication de libération nationale repousse toujours toute discussion sur la modification des rapports sociaux en place dans la société grecque.

Les propositions sociales-démocrates sur la « sortie de la crise » ajoutent une dimension économique à cette configuration idéologique. En mettant l'accent sur la suppression de la dette et la prétendue opposition entre « peuple grec » et « spéculateurs » étrangers, elles voilent un aspect du problème tout à fait fondamental : à savoir le fait qu'il y a aussi de « spéculateurs » grecs (puisqu'il y a aussi des banques grecques qui

ceux qui s'élèvent ; le patriotisme étroit devient l'égoïsme [...] La masse du peuple n'a jamais obéi qu'à la force et ne se croit obligée à rien envers un gouvernement faible ; [...] l'autorité ne sait pas se faire respecter et semble douter d'elle-même : bref, tout contribue à faire du peuple grec le peuple le plus indiscipliné de la terre.» (E. About, *La Grèce contemporaine*, ch. II, section 8, Cf. Bibliographie brochure n°18, *op. cit.*)

²³ Jean Meynaud (avec le concours de P. Merlopoulos et G. Notaras), *Les forces politiques en Grèce*, Lausanne, 1965, p. 467. Cf. Bibliographie brochure n°18, *op. cit.*

possèdent des bons nationaux) ; est tout autant occultée la remarque essentielle que ce ne sont pas seulement les « Allemands » (appelés le « quatrième Reich », avec son porte-parole, le « *Gauleiter* »²⁴ H. Reichenbach) qui profitent des diverses mesures d'austérité, mais également les couches supérieures et le patronat *grecs*.

Tu serais donc d'accord avec les analyses de certains représentants du discours libéral-« modernisateur » grecs, selon lesquelles la Grèce constituerait un cas tout à fait exceptionnel, dont les problèmes n'ont pas grand-chose à voir avec les enjeux auxquels fait face le monde proprement occidental ?

Pas du tout ! Il doit être clair que, malgré les particularités dont on vient de parler, les enjeux socio-économiques sont, dans une large mesure, communs avec ceux des pays proprement occidentaux²⁵. Tout d'abord, en ce qui concerne le côté « objectif » du problème : la crise de la dette publique, la non-tenabilité du modèle keynésien et social-démocrate du capitalisme des Trente Glorieuses, l'offensive néolibérale, etc. La spécificité du cas grec tient en ceci que, d'un côté, il s'agit d'un pays dont la base productive n'a jamais été très développée, ce qui fait que le manque de financement de la part des occidentaux (américains pendant l'après-guerre avec la fameuse doctrine Truman et le Plan Marshall, U.E. pendant ces dernières décennies, etc.) a des conséquences très graves ; de l'autre côté, il s'agit d'une société dont la phase de capitalisme proprement social-démocrate a eu lieu pendant les années 1980, c'est-à-dire à une époque où, dans le monde occidental, commençait l'offensive néolibérale. Cela fait que la brutalité de l'intervention de la Troïka semble nécessaire afin que la Grèce « rattrape » les autres pays occidentaux.

Il en va à peu près de même pour le côté « subjectif ». Ce qui est important pour moi, *c'est que l'étude de ce qui se passe dans des sociétés non-occidentales ou « semi-occidentales », nous éclaire aussi sur l'évolution de l'Occident contemporain lui-même*. Certains comportements hétéronomes que l'Occident avait réussi à briser réapparaissent dans le cadre du recul du projet d'autonomie à l'œuvre depuis les années 1970. La

²⁴ Comme l'appellent quelques maoïstes nationalistes.

²⁵ Cf. « Grèce : Les impasses du capitalisme néolibéral et les pratiques maffieuses de l'oligarchie européenne », *infra*, p. 26 *sqq.*

facilité avec laquelle ces aspects de l'Occident contemporain sont accueillis par des pays non-occidentaux, en trouvant leur corollaire dans les traits proprement hétéronomes des sociétés en question, pourrait nous permettre de mesurer l'importance du recul dont on vient de parler.

Prenons l'exemple de la mentalité clientéliste de « l'individualisme collectif » grec. Ce type de comportement politique, qui est un trait de toutes les sociétés de type oriental, où il n'y a jamais eu une véritable centralisation du territoire national et du pouvoir, et où le local et le « tribal » est toujours plus important que le national, s'est exacerbé pendant les dernières décennies à cause de l'importation du modèle de la société de consommation, c'est-à-dire d'une création éminemment occidentale. Et c'est pour cela que, même en Occident, la politique se transforme, de plus en plus, en un rapport clientéliste, où les groupes sociaux, voire les classes, se transforment en *lobbies* qui ne se préoccupent que de leur propre sort ainsi que de la protection de leur place dans la hiérarchie sociale. Il s'agit de la réalisation des analyses des libéraux lucides ayant une finesse et une sensibilité anthropologique, tels que Benjamin Constant ou Tocqueville : ce dont rêvent les sociétés contemporaines, c'est d'un « *État tutélaire* »²⁶, capable de « *garantir leurs jouissances privées* »²⁷. C'est aujourd'hui que l'Occident se transforme en ce type de société émiettée et fragmentée dont parlait Tocqueville en élaborant la notion d' « individualisme collectif ». Ne nous en déplaie, une dimension fondamentale des condamnations des maux du néolibéralisme n'est que le produit direct de cet imaginaire corporatiste qui glorifie l'État-providence.

Prenons aussi l'exemple de la dépense, *en tant que norme sociale*. Les pseudo-libéraux grecs expliquent la crise des finances publiques en disant qu'en Grèce « on dépensait au-dessus de nos capacités économiques ». Cela est vrai, jusqu'à un certain point. Or, c'est également vrai que cette remarque vaut aussi pour la plupart des pays occidentaux pendant ces dernières décennies. La bulle des prêts à taux variables (*subprimes*) aux États-Unis n'était qu'une des expressions les plus éloquentes de ce fait. Ce qu'on constate en Grèce, en conséquence, c'est un mélange entre les pires dimensions de l'imaginaire capitaliste dégénéré de l'Occident

²⁶ Cf. le deuxième volume de *De la Démocratie en Amérique* (1840) de Tocqueville.

²⁷ B. Constant, « De la liberté des anciens comparée à celle des modernes » (1819), *Écrits politiques*, Paris, Gallimard, folio-essais, 1997, p. 603.

contemporain (irresponsabilité, consumérisme, spéculation, mentalité nouveau-riche, etc.) et les traits traditionnellement hétéronomes de la composante proprement orientale de l'imaginaire néo-grec (émiettement du corps social en une foule de groupes particularistes, absence de tradition émancipatrice, micro-corruption, etc.). En plus, on pourrait dire que cette importation des pratiques sociales de l'Occident contemporain sape, de plus en plus, tous ces traits qui constituaient cet ensemble de vertus sociales de base, cette sociabilité élémentaire qui a caractérisé les milieux populaires en Grèce.

Quelles sont les comportements des organisations "de gauche", partis, syndicats, groupuscules ? Quelles sont les attitudes des gens rassemblés vis-à-vis des discours déjà existants ? Et, finalement, quelle est la tactique de l'extrême-droite aujourd'hui, et ses probabilités de bénéficiaire de la situation ?

Au début, la gauche a accordé peu d'importance au mouvement, en le qualifiant d'apolitique et de petit-bourgeois censé manquer, en tant que tel, de conscience de classe. Seule la jeunesse d'un parti social-démocrate – de gauche « alternative » et « eurocommuniste » – SYN, et quelques autres petits groupes qui participent, à son instar, à une coalition, SYRIZA (« Coalition de gauche radicale ») ont soutenu dès le début le mouvement. La plupart de leurs membres ont réussi à s'implanter dans les groupes chargés de la gestion quotidienne du campement, notamment le secrétariat qui organisait le déroulement des AG, et la *commission communication*, qui est, en quelque sorte, le bureau de presse du mouvement. Le PC, qui reste encore 100% stalinien, ne soutient pas le mouvement.

Or, il y a aussi quelques autres petites organisations stalino-mao-trotskystes qui, dès qu'elles se sont rendues compte que le mouvement n'était pas juste un truc médiatique, ont commencé à participer aux AG des places, en essayant de noyauter les diverses commissions. L'agenda politique secret de toutes ces organisations, c'est de discréditer l'idée de démocratie directe en réduisant celle-ci à un simple moyen de lutte. Leur approche est essentiellement social-démocrate et pose comme but ultime la formation d'un nouveau gouvernement de gauche, qui annulera les Mémoires, supprimera la dette et, selon chaque variante gauchiste, soit

luttera pour « une Europe des peuples et non des banquiers » soit pour la sortie de la Grèce tant de la zone euro que de l'UE. En plus, et dans le cadre général que nous décrivons, tous les gauchistes ont accordé beaucoup d'attention à la question de l'éducation. Dès que le ministre de l'Éducation a rendu public le nouveau projet de loi concernant les universités – qui depuis fut finalement voté –, ils ont proposé la formation d'une *Commission d'éducation*. Il s'agit d'un des aspects les plus drôles du mouvement, car il s'agit d'un groupe qui pourrait faire figure de *zoo* exposant toutes les espèces et variétés du gauchisme grec. Il n'y avait *que* des gauchistes dans ce groupe, qui se bagarraient comme des enfants. De la même façon, les membres de SYN ont proposé, fin août, l'organisation d'une conférence ouverte sur la question. L'AG – très facilement manipulable en cette période de vacances, donc de moindre participation – a voté pour, sans pour autant proposer de noms d'invités. Evidemment, ce sont les gauchistes eux-mêmes qui les ont décrétés, en imprimant des affiches où ils annonçaient la conférence et la participation de quatre universitaires plus ou moins proches d'eux. D'après ce que j'ai entendu (puisque j'étais en France à cette date), le public a bien dénoncé cette manipulation ainsi que les bavardages sociaux-démocrates des participants.

Si la gauche accorde tant de priorité à la question de l'éducation nationale, c'est parce que sa base sociale appartient essentiellement à ce secteur (jeunesse étudiante, professeurs, etc.). De ce point de vue, la défense virulente du « caractère public de l'université » n'est, en réalité, qu'une tentative de protéger son propre *lobby*, très implanté dans les universités grecques. Il ne s'agit que d'une autre dimension du même imaginaire qui, sous une rhétorique social-démocrate, cache le désir d'ascension sociale d'un nombre considérable de militants gauchistes.

La plupart des milieux libertaires marxistes (ouvriéristes, partisans de l'« autonomie ouvrière », etc.) et anarchistes restent réticents face à ce qui se passe, quand ils n'y sont pas ouvertement hostiles (en refusant de distinguer les deux côtés de la place de Syntagma²⁸, ils traitent le mouvement de mouvement d'extrémiste de droite en imputant à toutes ses composantes les traits de sa minorité excentrée proprement nationaliste).

²⁸Cf. “Le mouvement des places en Grèce” in *Le mouvement grec pour la démocratie directe...*, *op. cit.*, p. 43.

En ce qui concerne l'extrême droite, elle n'a heureusement pas essayé de noyauter le mouvement, du moins de façon organisée. LAOS, l'équivalent grec du FN²⁹, a voté pour la signature du premier Mémorandum, tandis que la principale organisation néo-nazie, l'*Aube Dorée (Chrisi Avgi)*, qui a réussi à faire élire un conseiller municipal à la municipalité d'Athènes aux élections d'octobre 2010, a jugé le mouvement comme gauchiste, en proposant à ses supporters, d'aller « faire de la résistance » à Aghios Panteleimonas. Il s'agit d'un quartier défavorisé du centre d'Athènes³⁰, où vivent un très grand nombre d'immigrés et où les racistes se sont fortement implantés depuis trois ans, en essayant d'y établir leur QG. Le fait que les gens ont déclaré publiquement, à maintes reprises, que les immigrés étaient les bienvenus à Syntagma, a rendu encore plus difficile toute tentative de noyautage de la part de l'extrême droite.

On pourrait donc dire que la présence d'une extrême droite organisée est insignifiante. Il n'empêche qu'il y a une certaine mentalité qui reproduit la dimension nationaliste de l'extrême droite. Il s'agit d'un mélange de populisme et de patriotisme, qui s'articule autour de l'élément républicain-patriote des mobilisations. Par exemple, Mikis Theodorakis, qui se veut « à gauche », a organisé un « mouvement politic », l'*Étincelle (Spitha)*. Selon Theodorakis, le problème n'est pas politic ou social, au sens où on devrait l'analyser en termes de classe ou, du moins, en termes de hiérarchies et d'inégalités sociales ; c'est un problème essentiellement national, qui opposerait « la Grèce » aux spéculateurs *étrangers*. On peut voir dans ce personnage comme une sorte d'idéal-type d'une certaine tendance politique, issue d'un milieu plus aisé que ce que l'on a pu observer dans la partie haute de la place de la Constitution.

²⁹ Et dont un des députés (le plus instruit politiquement), Makis Voridis, est proche de Le Pen père et admirateur d'Alain de Benoist, de la *Nouvelle Droite*.

³⁰ Puisqu'en Grèce, à l'inverse de la France, on retrouve le modèle américain des quartiers défavorisés en centre-ville et non en périphérie.

Grèce : Les pratiques maffieuses de l'oligarchie européenne

Il nous semble que le cas grec doit préoccuper les analyses qui se veulent critiques quant à l'oligarchie européenne et mondiale, et ce pour deux raisons. D'abord parce qu'il est révélateur de toutes les absurdités et impasses auxquelles conduit la politique économique de dérégulation. Ensuite – et c'est lié – parce qu'il illustre les pratiques maffieuses de l'oligarchie européenne. Ce dernier point est important. La crispation de l'oligarchie sur un imaginaire stérile et abrutissant débouche sur la mise en place de plusieurs mécanismes de tricherie et de pillage. Sa capacité à saisir les évolutions à court terme et à manier des outils financiers complexes lui permet de coordonner et de coopérer afin de créer une bulle spéculative, d'éliminer un concurrent, d'attaquer une monnaie sur les bourses du monde entier, de spéculer sur le pétrole ou les denrées alimentaires en condamnant des peuples entiers à la famine, de faire chanter des Etats et leurs peuples en imposant des taux d'intérêts usuraires. Tout cela, et maintes autres pratiques sont dans l'ordre quotidien des activités d'une élite qui cherche inlassablement à servir un pur désir de profit et de domination³¹.

Précisons à l'occasion que le terme d'oligarchie désigne pour nous un complexe de domination qui comprend à la fois les volets politique, financier, industriel, répressif, militaire, de la haute administration étatique, du management et de la manipulation de masse, le volet médiatique, celui de l'économie du crime et d'autres encore. Entre eux, il y a enchevêtrement étroit et en même temps conflits entre individus et groupes d'intérêts. Plutôt que d'organisations en pyramide, il s'agit d'une organisation en réseau, avec des cristallisations de micro-rapports de domination (souvent derrière une façade de cogestion) au niveau de chaque nœud du réseau³². Au niveau plus général, il y a un rapport de forces plus ou moins

³¹ Pour l'essentiel de l'imaginaire de l'oligarchie contemporaine, le lecteur se reportera à l'introduction de notre première brochure sur le mouvement grec, « Entrée en période troublée », in *Le mouvement grec pour la démocratie directe*, n°18, septembre 2011, p. 3.

³² La structure de réseau est largement favorisée par la globalisation d'un savoir-faire, essentiellement financière et juridique, érigée en raison pratique universelle.

« souple », faisant en sorte que les différents volets et les différents nœuds du réseau participent au partage de la domination et de la richesse. Pourtant, la crise financière a aussi dévoilé la dureté des antagonismes et la mentalité du *sauve-qui-peut* qui imprègne largement l'oligarchie mondiale (le lobbying derrière l'effondrement de la banque américaine *Lehman Brothers* en 2008 en est une illustration).

Il ne faut pas non plus souscrire à l'idée courante selon laquelle les élites seraient « incompetentes », « idiots », « incapables », ou simplement « corrompues ». Ce que le cas grec nous apprend, c'est que les incohérences et les contradictions (souvent dérisoires) de la politique de l'oligarchie, ses absurdités et ses impasses ne sont en aucun cas la conséquence d'une visée politique ou d'une stratégie économique déterminée par des « incompetents ». La politique actuelle de l'oligarchie européenne obéit à ses valeurs profondes, celles du gain à court terme, de la domination et de l'accumulation. Dans cette perspective, la mentalité de gestion-management procure à l'oligarchie la souplesse indispensable pour acquérir un minimum de fonctionnalité en faisant en sorte que « cela marche » bon an mal an et surtout, que « cela rapporte ». Dans cette perspective, les remèdes à court terme et les rafistolages dérisoires ne sont en aucun cas incompatibles avec une mafia lancée dans une course infernale et aveugle vers le profit. Au bout du compte, se contredire n'a jamais empêché d'exister. Ce qui déterminera si – et à quel degré – les visées de l'oligarchie sont réalisables, c'est l'adhésion de la société à ses valeurs. La politique de l'oligarchie européenne dans le cas grec obéit à une logique de réorganisation profonde de l'économie, dont la crise financière a été à la fois l'occasion et la cause. Mais, de l'autre côté, les populations ne sont en aucun cas innocentes face à la situation actuelle. Le contrat social qui a mis fin au mouvement ouvrier – paix sociale contre élévation du niveau de vie – a été accepté par les peuples. Eux aussi ont progressivement souscrit aux valeurs des couches dominantes – augmentation du revenu, consommation, bien-être matériel, ascension sociale à grande échelle – qui ont inévitablement conduit à la privatisation de l'individu, à l'antagonisme, à la fragmentation de la société. Dans cette perspective, ce que les peuples doivent exiger, c'est une rupture profonde et totale avec l'imaginaire de l'oligarchie. La simple « indignation » et les revendications réformistes ne serviront qu'à remédier aux défauts du nouveau régime qui sera progressivement mise en place et ainsi à le renforcer.

De ce point de vue, la période que nous traversons est cruciale. Dans ce texte, nous tenterons d'éclairer quelques aspects des causes structurelles de l'endettement et de sa gestion *a posteriori* par l'oligarchie responsable de son explosion. Nous ne suggérons en aucun cas que la crise est artificielle, qu'elle a été intentionnellement provoquée par les banques mondiales. Comme nous allons le voir, elle jaillit directement des impasses et des contradictions profondes de la politique de dérégulation des trente dernières années. En outre, nous tâcherons de montrer à la fois l'enchevêtrement et la capacité de l'oligarchie à agir de concert et surtout le fait que le vrai défi pour l'oligarchie européenne actuellement n'est pas tant la résolution de la crise de la dette que la restructuration profonde de l'économie européenne dans une perspective de concentration du capital, de centralisation du pouvoir politique et de surexploitation.

Les contradictions du capitalisme financier dérégulé

La politique de dérégulation de l'économie capitaliste (c'est essentiellement de cela qu'il s'agit quand on parle de néolibéralisme et de globalisation/mondialisation) a traité l'Etat-capitaliste keynésianiste d'après-guerre de façon contradictoire en exigeant à la fois sa participation et son exclusion du jeu. Les Etats assuraient plus ou moins les services publics (santé, éducation, sécurité sociale, etc.) qui leur avaient été imputés dans les années d'après-guerre et, dans le même temps, ils étaient de plus en plus obligés de subventionner l'activité économique, de réguler l'économie en intervenant sur les marchés. De l'autre côté, leur principale ressource, impôts, droits de douanes et taxes, s'épuisait progressivement. L'oligarchie imposait des marchés unifiés (Europe) et en général l'ouverture commerciale, ou obtenait des baisses d'imposition, souvent par un chantage à la délocalisation des capitaux et des emplois.

La délocalisation a pourtant eu lieu parce qu'elle permettait à la fois une marge de profit plus large et une remise en cause *de facto* des acquis sociaux des années d'après-guerre. Mais pour l'instant, concentrons-nous sur les effets plus immédiats de cette situation : les plus grandes marges de profit ont permis aux entreprises de maintenir le prix des produits à des niveaux relativement accessibles (jusqu'avant la crise) aux consommateurs occidentaux. Et la délocalisation a permis une restructuration de la réparti-

tion de la valeur ajoutée³³. Le gain des entreprises, au lieu de soutenir le pouvoir d'achat des ménages ou les caisses de l'Etat, a atterri dans les poches des actionnaires à travers une augmentation considérable des dividendes. Le partage de la valeur ajoutée des entreprises non financières est ainsi devenu de plus en plus inégalitaire. Cela a revitalisé la financiarisation du capitalisme, étant donné qu'en retour, la principale source de financement des entreprises était soit le crédit soit leurs actionnaires³⁴. La finance ne s'est donc pas déconnectée de l'économie réelle ; elle s'en nourrit au détriment de cette dernière. Ainsi, les Etats (et les ménages) ont été « obligés » de recourir à l'endettement. Leurs créanciers, banques, grands organismes financiers mondiaux, spéculateurs de toute sorte ont bien sûr été ceux qui ont le plus profité de cette situation.

Dans le même temps, une partie considérable de la population occidentale accédait aux couches moyennes, mais à l'exception des couches dominantes, le reste du monde s'est trouvé dans une impasse : les individus ont été à la fois incités à consommer et privés de moyens financiers adéquats. En répondant à cette question par l'endettement, l'oligarchie n'a fait qu'accélérer la course vers la crise actuelle. Et il est aujourd'hui évident que cette contradiction se répercute sur une autre qui démontre l'impasse du capitalisme dérégulé : d'un côté, la financiarisation de l'économie a permis des profits énormes et est devenue le moteur de la croissance depuis trente ans ; de l'autre, elle s'appuie sur des pratiques et des produits financiers à haut risque et, surtout, sur une mentalité de gonflement des valeurs nominales bien au-delà des valeurs réelles. Selon la Banque des Règlements internationaux (la banque des banques) la valeur nominale des produits déri-

³³ A l'exception peut-être de la France parmi les autres pays Européens. Voir : *Alternatives Economiques*, no 305, septembre 2011, dossier *Travail : Les raisons du mal-être*, p.64, et aussi : *A quoi sert la finance*, p. 66-69. En plus : <http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/irweb.asp?id=martra10> et aussi : http://www.alternatives-economiques.fr/partage-des-benefices---la-grande-i_fr_art_834_42796.html

³⁴ Là-dessus, on lira : J-L. Greau, *Le capitalisme malade de sa finance-Des années d'expansion aux années de stagnation*, Gallimard, 1998, et, *L'avenir du capitalisme*, Gallimard, 2005. On lira aussi : Olivier Weinstein, *Pouvoir, Finance et Connaissance*, La Découverte, 2010 ; Pierre-Yves Gommez, Harry Corine, *L'entreprise dans la démocratie*, De Boeck, 2009 ; Pierre Wirtz, *Les meilleures pratiques de gouvernance d'entreprise*, La Découverte, 2008 ; et enfin l'excellent travail de Jensen M. et Meckling W. *Corporate Governance and « economic democracy », an attack on freedom* C.J. Huizenga Editon, UCLA Extension, 1983

vés a atteint en décembre 2009 jusqu'à 700 trillions de dollars³⁵, alors que le PIB mondial ne s'élève qu'à 60 trillions de dollars environ.

Le problème actuel pour le capitalisme financier est donc précisément cela : faire en sorte que la valeur nominale des titres et produits financiers en circulation soit proche de leur valeur réelle. Une possible diminution à grande échelle des valeurs nominales actuellement en circulation – à travers la banqueroute de l'Etat grec³⁶ par exemple – est hors de question : elle déclencherait une réaction en chaîne imprévisible. Le rapatriement de la production serait par ailleurs incapable de remédier au problème : non seulement il créerait la destruction de secteurs entiers de l'activité économique mondiale et causerait des dégâts qui mettraient longtemps à être réparés, mais il exigerait aussi une réorientation radicale de la politique économique : dans le capitalisme national, les travailleurs occidentaux seraient un acteur décisif, nullement comparable aux Asiatiques par exemple.

D'ailleurs, un rapatriement de la production ne suffit pas pour répondre à la crise actuelle. Le rapatriement serait possible seulement dans le cadre d'une politique keynésienne, laquelle, à son tour, poserait plusieurs problèmes qu'elle ne résoudrait pas. D'abord parce qu'elle ne pourrait pas co-exister avec les dettes des Trésors publics et des banques au niveau où elles s'élèvent aujourd'hui ; elle exigerait leur suppression. Ensuite parce qu'elle aurait besoin d'une abondance de matières premières à bas prix³⁷ et de marges en matière d'écologie. Mais comme le problème écologique s'aggrave (en excluant de fait l'issue de l'énergie nucléaire) et comme selon toutes les estimations les matières premières n'abondent plus (il y aura une

³⁵http://www.bis.org/publ/otc_hy1005.pdf Sur les produits financiers dérivés : <http://circa.europa.eu/irc/dsis/nfaccount/info/data/esa95/fr/efr00255.htm> et aussi le dossier d'*Alternatives Economiques* mentionné plus haut.

³⁶ Elle est quand même inévitable à long terme et sa reconnaissance implicite (appelée « défaut sélectif ») lors du sommet de 21 juillet 2011 le montre pleinement : http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/07/27/crise-grecque-un-nouvel-accord-un-premier-defaut_1553468_3232.html

³⁷ *Alternatives Economiques*, no 301, p. 53-62 et aussi 28-30. Voir aussi : <http://www.publicserviceeurope.com/article/705/past-peak-oil-life-after-cheap-fossil-fuels> et aussi : <http://www.independent.co.uk/news/science/world-oil-supplies-are-set-to-run-out-faster-than-expected-warn-scientists-453068.html> C'est une des raisons, paraît-il, pour lesquelles, depuis peu de temps, des capitaux occidentaux sont investis en terre africaine. L'économie capitaliste cherchera une solution éventuelle de la question énergétique dans les biocarburants-dans une époque où la question alimentaire s'accroît elle aussi...

insuffisance de la production pétrolière vers 2017-2018, due entre autres à la demande accrue des pays en développement), il est évident que, outre l'impossibilité de retour au modèle des années d'après-guerre, c'est une restructuration beaucoup plus profonde qui est exigée afin que le capitalisme puisse survivre et récupérer de la crise actuelle.

La convergence entre les valeurs nominales et les valeurs réelles, après une diminution relative des premières, se fera, semble-t-il, à travers ce qui apparaît déjà comme la colonisation de zones géographiques et de pays entiers ; colonisation qui s'effectuera surtout par des banques, des organismes financiers de toutes sortes et peut-être aussi par quelques entités étatiques. Cette colonisation visera à la paupérisation des populations de toute la planète en augmentant ainsi géométriquement le décalage avec les élites. Elle visera aussi au profit par l'exploitation de la terre (produits alimentaires, biocarburants, investissements dans les secteurs des énergies renouvelables, des énergies fossiles et du tourisme) ; et enfin, elle visera à l'inscription des valeurs réelles des zones géographiques dans l'actif des bilans des banques et autres fonds endettés.

Le laboratoire grec

Durant la campagne électorale de septembre 2009, le chef du PASOK et futur Premier ministre George Papandreou affirmait tous azimuts que l'état lamentable des finances publiques de la Grèce était dû à la politique menée pendant les cinq années précédentes par la droite et que, selon lui, « il y a de l'argent ». Le problème se résumerait au fait que la droite, antipopulaire depuis toujours, ne redistribuerait pas de façon équitable. L'Etat-Providence du PASOK serait restauré après cette courte parenthèse néolibérale et la crise des avars capitalistes occidentaux épargnerait ce petit havre de la Méditerranée. Le peuple a applaudi et la nouvelle équipe a relevé ses manches.

Deux semaines après les élections, la Banque de Grèce, sur demande de l'Association des Banques grecques, relève de trois à dix jours la durée limite pour *la vente à découvert à nu*³⁸ des obligations de l'Etat grec³⁹. La

³⁸ Pratique hautement spéculative et très risquée. Les vendeurs vendent des titres qu'ils ne possèdent pas au moment de la vente et ils parient sur la baisse de sa valeur. Voir : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/cr-cespeculation/09-10/c0910003.asp>

³⁹ <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/fcbd6ec4-636e-11df-a844-00144feab49a.html#axzz1Xso-jRCrL> Pratique qui est actuellement interdite en Europe, aussi bien pour les obligations

vente à découvert à nu est une pratique de jeu dont le statut légal n'est pas clair et dont les effets sont circulaires : elle aggrave la spéculation sur laquelle elle s'appuie. Elle donne le droit à un spéculateur de vendre une obligation ou un CDS⁴⁰ qu'il ne possède pas encore (il doit le posséder à la fin de la période fixe) et lui permet ainsi de parier sur la baisse du prix du titre. Pratiquée à une large échelle (chose qu'on peut facilement présumer) la vente à découvert à nu a eu pour effet une baisse considérable de la valeur des obligations grecques et une hausse consécutive des crédits d'écart des CDS. Inutile de mentionner que les banques grecques, qui étaient déjà largement exposées à la dette grecque, ont à la fois spéculé sur la dette grecque en provoquant la baisse de sa valeur – mais en se faisant un profit de court terme – et acheté des CDS pour se protéger contre une éventuelle faillite de l'Etat grec – bien qu'elles aient su que cela n'était pas possible à l'époque. Ainsi, l'écart de crédit (*spread*) des CDS augmenta, relevant le taux d'intérêt des titres du Trésor grec. Bien sûr, les banques grecques n'ont pas été tellement ingrates. En 2008-2009 elles ont financé l'Etat en achetant des bons du Trésor grec (à durée variant entre six mois et un an) avec un taux d'intérêt de l'ordre de 5% – quand le taux d'intérêt de base de la BCE était de l'ordre de 1%...

Cinq mois plus tard, la Banque de Grèce a re-réduit à trois jours la durée des ventes à découvert à nu⁴¹. Quelques jours après, le gouvernement grec accueillait à Athènes les délégués de la troïka (BCE, Commission européenne, FMI) pour entériner les accords d'un soutien financier proclamé par tous comme « indispensable », « inévitable », « imprévisible », « douloureux bien sûr », mais qu'il faudra bien accepter comme la meilleure so-

que pour les CDS : http://www.lemonde.fr/economie/article/2011/08/25/les-ventes-a-decouvert-restent-restreintes-en-france_1563693_3234.html

⁴⁰ *Credit Default Swaps*. Dérivés sur événement de crédit. Contrats de protection financière. Voir là-dessus : http://www.fimarkets.com/pages/cds_credit_default_swap.php#caracteristiques, <http://www.isdacdsmarketplace.com/> et aussi : http://www.dailymotion.com/video/xhyi89_pierre-jovanovic-pourquoi-la-crise-est-la-y-sur-radio-courtoisie-20-mars-2011-blythe-masters_news Pour les pratiques des banques, voir : <http://www.monde-libertaire.fr/anticapitalisme/14721-comment-les-banquiers-ont-vole-et-volent-le-monde>

⁴¹ Précisons aussi que la spéculation sur la dette grecque ne concerne pas tellement la « branche » grecque de l'oligarchie financière mais surtout les spéculateurs internationaux. Sans entrer ici dans des théories complotistes-diner de Manhattan etc- ce que nous voulons montrer c'est comment des différents volets de l'oligarchie peuvent agir en concert afin de créer un événement de spéculation.

lution possible face au spectre de l'insolvabilité d'un pays dits d'arnaqueurs⁴² paresseux qui, mollement escagassés sous le brûlant soleil méditerranéen, se soucieraient fort peu de notions macro-économiques.

Plus tard dans l'année, on a enfin eu confirmation de ce qu'on soupçonnait déjà : selon le secrétaire d'Etat chargé des Finances, le gouvernement avait décidé de recourir à l'aide du FMI dès le début de son mandat. Et début 2011, lors du forum économique de Davos, le Premier ministre grec a avoué que les réformes auxquelles il a procédé auraient été indispensables et souhaitables même s'il n'y avait pas eu de problème de solvabilité.

a. Les racines structurelles de l'endettement public.

L'accord de Maastricht imposait des règles relevant d'une politique monétaire de rigueur. Discipline budgétaire, contrôle des déficits publics et de l'inflation et politique économique restrictive devaient dorénavant s'imposer dans la perspective d'un alignement des politiques macro-économiques des différents Etats afin que la monnaie unique soit adoptée. Le « club Med » n'a bien sûr pas pu, dans une large mesure, répondre à ces critères. Dans le cadre de la récession des années 1990, les Etats ont laissé filer leurs déficits publics et se sont permis une inflation plus élevée afin de soutenir l'activité. Mais ils avaient aussi intérêt à adhérer à l'union monétaire afin de profiter des faibles taux d'intérêts. Enfin les pays du Nord cèdent, l'euro est adopté et l'espace monétaire européen comportera un défaut structurel qui va influencer la répartition de la richesse en son sein : à savoir, que le coût de l'argent est désormais unique, mais que l'inflation de chaque pays diffère. L'union monétaire s'est construite sur une politique monétaire unique mais sur plusieurs politiques financières.

Depuis son adhésion à la Communauté européenne en 1981, la Grèce a vécu une réorientation de sa politique en matière de production. Sous l'injonction de Bruxelles – par le biais des subventions – le pays abandonne progressivement la production agricole et industrielle (elles n'ont jamais été importantes mais elles ont contribué à l'autarcie relative de l'économie et à l'équilibrage des finances publiques) et se tourne vers les services. En

⁴² *Tricheurs dans la famille de l'euro*, seraient les grecs selon l'abominable couverture de l'édition allemande du magazine *Focus* :

http://www.focus.de/magazin/archiv/jahrgang_2010/ausgabe_8/

l'espace de vingt ans, le pays passe d'un PIB constitué à 30% de l'industrie et à 15% de l'agriculture à un PIB constitué à 15% de l'industrie et à 75 % de services⁴³. Ainsi, les déformations et les dysfonctionnements de l'économie grecque aidant (gaspillages, incapacité à collecter les taxes), le pays est entré dans le cycle du surendettement.

Mais étant donné que l'inflation de la Grèce et d'autres pays du Sud était plus élevée que dans les pays du Nord de l'Europe et que le taux d'intérêt de l'euro restait stable, le taux d'intérêt réel (une fois l'inflation déduite) de la Grèce et des autres pays du Sud fut même négatif pendant plusieurs années. Cela faisait baisser le taux nominal de la dette par rapport au PIB et cela permettait ainsi la poursuite de la politique d'endettement⁴⁴, alors que dans les pays du Nord, et essentiellement en Allemagne, les taux d'intérêts réels étaient positifs et les populations ont dû subir une politique d'austérité bien avant qu'elle soit appliquée au Sud. D'autre part, le différentiel d'inflation par rapport aux autres pays européens faisait que les producteurs du Sud étaient moins compétitifs. Cela augmentait (en conjonction avec d'autres facteurs) les déficits extérieurs de leurs économies – ce qui les conduisait à un surcroît d'endettement, et ainsi de suite⁴⁵.

Bien sûr, l'accord de Maastricht imposait aussi une politique financière unique. Mais les fondateurs de l'accord et les technocrates de Bruxelles savaient bien qu'une telle politique de rigueur financière pour des économies faibles et sans base productive consistante était tout simplement impossible. Il ne faut donc pas croire que les autorités de Bruxelles ont été « dupées » par la Grèce ou par les autres pays. Une connaissance élémentaire de la macro-économie suffit pour comprendre que la politique de rigueur financière exige, par exemple, un volume d'exportations capable d'équilibrer la balance des paiements extérieurs, et ainsi de réduire le déficit finan-

⁴³ http://www.statistics.gr/portal/page/portal/ESYE/BUCKET/General/greek_economy.pdf
Nous n'aborderons pas ici la question de l'économie du crime, dont la contribution à l'activité économique grecque est censée être non négligeable.

⁴⁴ Pour des raisons qui échappent au présent exposé, en Grèce c'était l'Etat qui s'est surendetté au lieu qu'en Espagne et en Portugal c'était surtout le domaine privé.

⁴⁵ Le marché unique faisait aussi en sorte que la plupart de la production des pays du Nord se destinait aux consommateurs européens. Ainsi, les déficits des pays du Sud sont censés avoir alimenté les excédents des pays du Nord. Cela est en général vrai mais insuffisant à la fois pour expliquer la différence de compétitivité et de puissance économique des deux zones et pour élucider le vrai rôle de la monnaie unique.

cier, de retenir l'inflation et de gérer la dette. Sinon, l'inflation relativement élevée permet à la fois la baisse nominale de la dette, l'endettement à des taux réels gérables, l'augmentation des revenus fiscaux de l'Etat, (TVA et imposition directe) et aussi le maintien du pouvoir d'achat des individus.

Il y avait donc un décalage « structurel » de puissance économique entre les deux zones géographiques de l'espace monétaire unique, qui se traduisait en un décalage en termes d'équilibre des finances publiques. Mais cela ne répond qu'à la moitié de la question : les déficits des pays du Sud ne suffisent pas à contrebalancer les excédents des pays du Nord (et surtout de l'Allemagne). De l'autre côté, la production des pays du Sud, même si elle était beaucoup plus restreinte que celle du Nord, n'était pas négligeable. Son vrai problème, qui est aussi le problème le plus profond de la monnaie unique, c'est son rapport de compétitivité, qui se résume, en fin de compte, au faible coût du travail.

Dans le régime de monnaies nationales, les Banques centrales avaient souvent recours à la dévaluation afin de rendre leur production plus compétitive. C'était la source de guerres monétaires tacites. Dans la zone euro la dévaluation est strictement interdite. Ainsi, le seul moyen d'augmenter la compétitivité de la production (en-dehors d'une baisse de la qualité) était la diminution du coût du travail. La monnaie unique a poussé les classes dominantes des différents pays à une course à la baisse des salaires. En d'autres termes, la monnaie unique constituait une tendance vers la convergence des prix de production sur le marché européen aussi bien que mondial. Mais si, selon les règles de l'union monétaire européenne, tous les pays répartissaient de la même manière la valeur ajoutée de leur production, leurs balances des paiements tendraient aussi à converger.

Mais cela n'a pas eu lieu : les classes dominantes des pays du Nord – surtout l'Allemagne – ont réussi une répartition de la valeur ajoutée plus profitable pour elles que pour leurs travailleurs⁴⁶, par rapport aux autres

⁴⁶ Là-dessus les données abondent. Pour les technocrates :

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/labour_market/labour_costs/database
http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=dossiers_web/partage_VA/partage_VA.htm

Pour la situation en France : <http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/2-80.pdf> et aussi : http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/es323d.pdf

Pour les théoriciens :

<http://www.alternatives-economiques.fr/crise-de-l-euro-nbsp---les-salaries-n-y-sont-pour->

pays européens mais aussi par rapport à d'autres pays du monde⁴⁷. De cette façon, les oligarchies des pays du Nord sont parvenues à profiter de l'exploitation de leurs travailleurs nationaux, puis de l'exploitation des travailleurs des autres pays de la zone monétaire. Il semble donc que les décisions des vingt dernières années au sein de l'Union européenne n'ont pas été dictées par des puissances invisibles des « marchés » mais par des motifs et des buts bien réels et clairs (même si les décisions ont souvent été irrationnelles). La monnaie unique, la politique monétaire restrictive, la rigueur budgétaire et, à la limite, l'endettement lui-même, obéissent à une logique de domination et d'exploitation.

En somme, la contradiction entre la politique monétaire stricte et unique et les marges de divergence tacitement permises pour mener à bien les politiques financières, bien qu'absurde et irrationnelle, était parfaitement connue et voulue à 100% par l'oligarchie européenne. De cette façon, les pays du Sud pouvaient rester dans la zone euro et maintenir le même niveau de vie et de consommation à travers le financement par les banques du Nord. De l'autre côté, la monnaie unique créant des décalages de compétitivité – contrairement à ce que les oligarchies européennes affirmaient depuis vingt ans – l'endettement augmentait géométriquement. Les déformations et les absurdités du système monétaire européen découlent donc directement des nécessités et des cibles d'une politique délibérée. Et, comme on le verra par la suite, les mêmes cibles définissent les solutions que les oligarchies européennes envisagent.

b. Les défauts structurels au bénéfice de la domination de l'oligarchie

La monnaie unique a donc été un moyen de domination et d'exploitation. Il semble en outre que la dette elle-même puisse aussi devenir un moyen de domination politique. L'oligarchie européenne semble avoir trouvé dans la dette l'occasion de corriger les déformations passées et de renforcer sa domination sur les peuples.

[rien_fr_art_1083_53664.html](http://www.alternatives-economiques.fr/comment-mesurer-la-part-des-salaires-dans-la-valeur-ajoutee_fr_art__35665.html)

http://www.alternatives-economiques.fr/comment-mesurer-la-part-des-salaires-dans-la-valeur-ajoutee_fr_art__35665.html

<http://www.france.attac.org/archives/spip.php?article8455>

⁴⁷ http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/dossiers_web/partage_VA/Figure_1.9.xls

La dette de la Grèce et des autres pays du Sud est – malgré les affirmations de l’oligarchie – tout simplement irremboursable. Et les oligarchies européennes le savent très bien. Mais au-delà du renflouement de leurs banques, leur véritable objectif est de restructurer toute l’économie européenne. Cette fois, les Etats européens ne se sont pas contentés d’un ré-échelonnement de la dette du Sud et d’emprunts sur les marchés afin de soutenir leurs banques. Ils se sont endettés afin de prêter à leur tour à la Grèce, en augmentant ainsi les dettes publiques de leurs pays. Ainsi, ils ont répondu au problème de la dette en l’aggravant. Et, bien sûr, l’oligarchie a ainsi transposé aux peuples de toute l’Europe le problème du surendettement des banques et autres institutions financières.

Outre le fait que cela relève des contradictions d’un capitalisme financier dérégulé, il y a dans le cas de la Grèce un élément qui mérite attention. En décembre 2010, le gouvernement grec soumet à l’Union Européenne une demande d’aide financière en application de l’article 122-2 du traité de fonctionnement de l’UE⁴⁸. En réponse, Bruxelles refuse toute aide financière à la Grèce en application de l’article 125-1 du même traité. Sans entrer ici dans des analyses juridiques subtiles, on notera que l’accentuation de la crise financière et l’attaque spéculative contre les bons du Trésor grec auraient très bien pu être considérées comme un « événement exceptionnel échappant à son contrôle » et appliquer les dispositions de l’article 122-2. Notons en outre que c’est précisément cet article-là qui a servi de fondement juridique à la mise en place du MESF – c’est-à-dire que les gouvernements européens ont de fait affirmé une thèse contradictoire : la spéculation sur les dettes des pays européens met en jeu l’euro mais pas les économies des pays insolvables⁴⁹ !

Et l’hypocrisie ne s’arrête pas là. La spéculation sur la dette grecque a été alimentée entre autres par les déclarations des officiels des gouvernements grec et européens. Durant tout le temps où ils ont préparé en cachette l’accord de prêt, ils déclaraient ouvertement des choses contradic-

⁴⁸<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:083:0047:0200:FR:PDF>

⁴⁹<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2010:118:0001:0001:FR:PDF> Ce mécanisme a été mis en place quelques jours après l’accord entre le gouvernement grec et la troïka. En aout 2010 Jean-Claude Juncker l’a d’ailleurs ouvertement admis, en affirmant que ce qui importait pour l’UE était la solidité de la monnaie unique et non pas le sauvetage de la Grèce.

toires qui alimentaient la confusion. Parfois, on entendait que la Grèce pourrait et devrait s'en sortir par elle-même et que l'Europe ne pouvait rien faire ; parfois que l'Europe se montrerait solidaire, étant donné qu'elle ferait tout pour sauver l'euro. En créant ainsi une situation d'impasse, ils ont présenté le plan de sauvetage assorti d'un chantage maffieux : soit vous l'acceptez tel quel, soit vous crevez de faim.

Ainsi, en application de l'article 125-1 et de sa fameuse clause de non-sauvetage (*no bail-out clause*) les gouvernements européens ont essentiellement imposé à l'Etat grec des prêts d'argent sous forme d'accords bilatéraux. Et dans l'accord de prêt de facilité⁵⁰, il est clairement indiqué que l'accord est fondé sur le droit anglais (et non pas sur le droit de l'Etat grec, comme c'est le cas pour les obligations et les bons du Trésor grec) et qu'ainsi l'Etat grec abdique désormais toute immunité par rapport à soi-même et à ses biens ; en d'autres termes, l'Etat grec abdique sa souveraineté nationale (le droit anglais permet l'abdication de l'immunité). De plus, cet accord ne pourra être annulé que par la Cour européenne ou par les Cours constitutionnelles des pays prêteurs. Les tribunaux de l'emprunteur n'auront aucune juridiction sur cet accord. Il faut aussi noter que cet accord prévoit que sa mise en vigueur sera faite par la signature du ministre des Finances et du Directeur de la Banque de Grèce et qu'il ne nécessite pas d'être ratifié par le Parlement⁵¹.

Ce point est crucial. Quelques jours avant l'accord en question, le Parlement grec a voté deux amendements consécutifs portant sur les autorités du ministre des Finances. Selon ces amendements, les accords internationaux entrent en vigueur et sont appliqués dès leur signature par le ministre. Ils ne doivent pas être ratifiés par le Parlement, ce qui est manifestement anti-constitutionnel. C'est sur cette base que l'accord a été signé. Selon cet amendement, la loi doit passer par le Parlement seulement pour « information et discussion ». Jusqu'à présent (15/09/2011) même cela n'a pas été fait, vu qu'un tel accord est tout simplement caduc. Ni le Parlement ni le gouvernement ne peuvent ratifier un accord ou une loi qui inclut l'abdication de la souveraineté nationale.

⁵⁰http://www.minfin.gr/content-api/f/binaryChannel/minfin/datastore/30/2d/05/302d058d2-ca156bc35b0e268f9446a71c92782b9/application/pdf/sn_kyrwtikoimf_2010_06_04_A.pdf Voir l'article 14§5 et aussi l'annexe 4§ 12.

⁵¹ Pour le lecteur Grec : 3845/2010 et 3847/2010.

Le cas du taux d'intérêt est aussi illustrant. Le 25 janvier 2010 le gouvernement grec a emprunté aux marchés huit milliards d'euros à un taux d'intérêt de 6,2%. L'accord de prêt de facilité prévoyait un taux d'intérêt composé, calculé sur la base de l'Euribor⁵² (qui n'est pas stable) et augmenté de 3% pour la partie du crédit qui sera remboursée en trois ans et 4% pour la partie qui sera remboursée en quatre ans. Sans entrer ici dans des détails trop techniques, il faut souligner que ce taux d'intérêt est à la fois lié aux fluctuations imprévisibles des marchés financiers européens et, aussi, manifestement usuraire. L'argument qu'un fort taux d'intérêt disciplinerait la Grèce est ridicule, d'autant plus qu'en même temps les Etats Européens empruntent aux marchés à un taux de 2,5 % environ (le KfW allemand – Caisse pour la Reconstruction – qui représente le pays dans l'accord, emprunte à la BCE à 1%) et prêtent à leur tour à la Grèce à un taux qui varie entre 5 et 6%.

Cet accord était censé « calmer les marchés ». Mais avant chaque tranche du prêt, les média grecs et européens, et aussi les gouvernements respectifs continuent, à travers leurs déclarations, à alimenter la spéculation sur la possibilité de défaut de la Grèce. Ainsi, par le biais du chantage et de la peur, ils justifiaient les nouvelles politiques d'austérité imposées à tous les peuples de l'Europe. Enfin, la spéculation ayant repris cette fois sur les dettes des autres pays (Italie, Espagne, France), le FESF, qui est alimenté par les budgets nationaux des pays européens, donc par leurs peuples, est obligé d'intervenir dans les marchés secondaires des Bourses et de racheter les titres et les obligations des Etats membres visés par des attaques spéculatives, et qui sont actuellement détenus par des banques, des fonds financiers et d'autres spéculateurs. De plus, la BCE rachète depuis août dernier sur les marchés secondaires les bons du Trésor des pays surendettés à leur valeur nominale. Les capitaux de la BCE sont, eux aussi, garantis par les budgets des pays européens.

⁵² Euro interbank offered rate (taux inter-bancaire offert en euro, ou *Tibeur*). C'est le taux de référence du marché monétaire de la zone euro. Son plus grand « défaut » c'est qu'il n'est pas stable, contrairement au taux de référence de la BCE Voir : <http://www.euribor-ebf.eu> et : <http://www.creditquid.com/credit-immobilier/barometre-des-taux/tibeur.html>

c. La politique monétaire unique au détriment de la reprise.

Sur le plan du travail, les dernières évolutions illustrent à la fois les contradictions et irrationalités profondes du capitalisme financier actuel et les visées de l'oligarchie. La reprise de la croissance depuis l'année dernière a permis un rééquilibrage relatif des finances des économies du Nord de l'Europe et sa poursuite début 2011 a de nouveau conduit à une hausse de l'inflation favorisée par une hausse dans le même temps du prix des matières premières. De l'autre côté, le fait que la BCE intervienne sur les marchés secondaires signifie tout simplement qu'elle est obligée de faire marcher la planche à billets. Tout cela a augmenté les craintes inflationnistes chez les technocrates européens. D'ailleurs, début février les ouvriers de Volkswagen ont réussi, sous menace de grève, à obtenir une hausse de 3,2% de leurs salaires.

La poursuite de la croissance, avec à la fois un possible maintien d'un cours élevé du pétrole et des revendications d'augmentation des salaires de la part des travailleurs, est susceptible de conduire à une hausse de l'inflation. Ainsi, afin de juguler l'inflation et en même temps d'empêcher l'augmentation de la part des salariés dans la répartition de la valeur ajoutée (dans une possible récession ultérieure, il sera d'ailleurs plus difficile de la leur diminuer) et d'éviter des mobilisations sociales en temps de crise, les technocrates européens ont décidé d'augmenter deux fois en 2011 le taux d'intérêt de base de la BCE. Mais la répercussion la plus immédiate de cette démarche a été – c'est déjà évident – le recul de la croissance, pourtant indispensable à l'Europe afin qu'elle puisse sortir de la crise !

Pourtant, les effets de cette décision ne seront pas identiques pour tous les pays de l'Europe. L'étouffement de la croissance sera plus grave dans les pays du Sud (excepté la Grèce, qui de toute façon, allait subir une assez forte récession) et le remboursement de leurs dettes plus difficile, étant donné qu'ils empruntent à taux d'intérêt variables (Euribor) et non fixes comme les pays du Nord. Mais en augmentant le taux d'intérêt de base et en retenant ainsi les salaires aux mêmes niveaux, l'oligarchie européenne maintient à la fois en place le mécanisme de transfert de richesse vers les pays du Nord décrit plus haut, et – cela concerne surtout l'économie allemande – la compétitivité de leurs produits sur les marchés européen et mondial.

Voie sans issue ?

L'analyse ci-dessus, malgré son style, ne relève pas de la sempiternelle approche tiers-mondiste qui verrait les petits pays périphériques comme manipulés et exploités par le capitalisme du « centre ». Elle n'obéit pas non plus à l'esprit de critique du nationalisme de gauche qui traduit les conflits de classe en termes de rapports entre nations. L'oligarchie grecque est à 100% pour les aides financières accordées au pays et les autres mesures prises par l'UE. D'abord parce qu'elle en profite : les subventions des caisses européennes continuent et la baisse considérable du coût du travail amène des profits. Et ensuite, parce qu'elle aussi est partie intégrante du capitalisme mondial financier, maritime et marchand. Sa part dans les activités de l'économie du crime est d'ailleurs importante⁵³. Ce que nous voulons illustrer ici, c'est la tentative de l'oligarchie européenne d'appliquer à la fois une nouvelle politique d'austérité brutale, une restructuration profonde de l'activité économique et un renforcement des autorités des régimes politiques en contournant et en supprimant des restrictions et des limitations institutionnelles de pouvoir et d'autorité. Et tout cela à travers des pratiques maffieuses, des décisions prises en cachette⁵⁴ et d'autres procédés masqués. A cet égard, que cela se passe en Grèce ou ailleurs importe peu.

La perspective qui s'ouvre avec l'abdication par un Etat de sa souveraineté nationale est pour le moment difficile à élucider pleinement. Le programme grec de privatisations récemment élaboré concerne presque toute la propriété étatique. Ainsi, il est évident qu'en cas d'insolvabilité, le territoire national grec même (avec ou sans sa population...) sera saisi par ses créanciers⁵⁵.

⁵³ Il paraît en plus qu'au sein de l'oligarchie européenne, un certain « nationalisme » n'a pas été abandonné. Selon une pratique tacite, inofficielle, les hauts postes de direction des grandes entreprises françaises « doivent » être occupés par des cadres français. Ce phénomène doit sans doute être imputé à la cooptation ; mais il est aussi illustratif des conflits entre groupes d'intérêt, cliques et clans au sein de l'oligarchie européenne.

⁵⁴ Rappelons, entre autres, le diktat de Trichet à Berlusconi, dans lequel celui-ci est ordonné à imposer des réformes et des mesures d'austérité via des décrets-lois qui seraient par la suite, « suivies d'une ratification par le Parlement » : <http://www.challenges.fr/actualite/economie/20110929.CHA4869/l-incroyable-diktat-de-trichet-a-berlusconi.html>

⁵⁵ L'année dernière, des députés de droite allemands ont proposé que la Grèce vende ses îles à l'Allemagne, en échange de l'aide financière de cette dernière : <http://www-liberation.fr/economie/0101622638-la-grece-a-besoin-d-argent-qu-elle-vende-ses-iles> Des

Les évolutions récentes le montrent pleinement. Comme il était prévu, les divers projets d'aide financière à la Grèce n'auraient qu'un effet relatif de court terme. La restructuration de la dette décidée le 21 juillet va de pair avec un projet d'élaboration de structures de gouvernance européenne unique. Et tout cela sous le prétexte de l'émission d'un eurobond, de l'endettement commun des pays de l'Europe afin que soit « sauvés » l'euro et l'UE. De l'autre côté, la dévaluation constante de la valeur du travail, nivelée par le bas par le modèle chinois, va à notre avis s'étendre à tous les pays du monde, avec des annexions de terres et de zones géographiques. Cela remettra en cause les acquis des luttes politiques des deux derniers siècles. La paupérisation étendue des populations modifiera profondément le rapport des sociétés au pouvoir. L'accentuation de la répression et la restriction des libertés actuelles ne sont qu'un avant-goût de ce que les oligarchies exigeront en termes d'organisation du travail, de discipline et de paix sociale. Le fait que l'apathie des populations n'a pas encore déclenché une vague de répression ne doit pas nous illusionner : les régimes autoritaires mous actuels passeront vite à une répression ouverte et brutale qui sera leur seul moyen de gérer d'éventuelles crises sociales.

Dans ce contexte, la proposition de rendre le capitalisme financier plus modéré⁵⁶ n'est pas seulement en deçà des problèmes et des impasses actuelles. Elle est aussi profondément contradictoire. Elle cherche à mélanger un protectionnisme étatique et un capitalisme national avec une liberté accrue de mouvement des capitaux. Cela est absurde de tous les points de vue. Les déformations et dysfonctionnements actuels s'accentueront beaucoup plus dans un régime économique qui s'appuiera à la fois sur deux modes de fonctionnement profondément différents. Un exemple banal : dans un contexte de mobilité de capitaux, quel sera le motif (ou la contrainte) pour le maintien de la production nationale et l'abandon de la

propositions pareilles ont récemment été faites par un député du Parti Populaire Danois. Pour qu'elle participe au nouveau plan de sauvetage de la Grèce (158 milliards d'euros entre 2013-2015), la Finlande a demandé des garanties réelles de la part de la Grèce : http://www.lemonde.fr/economie/article/2011/08/30/pourquoi-la-finlande-menace-le-processus-d-aide-a-la-grece_1565200_3234.html

⁵⁶<http://www.gabrielperi.fr/IMG/pdf/LEsContradictionsNeoliberales.pdf> p. 36-40. Cette thèse est souvent soutenue aussi par *Alternatives Economiques*. Entre autres, elle est inconsistante parce que certaines de ces demi-mesures sont déjà occasionnellement adoptés par les gouvernements néolibéraux et ils fonctionnent bien sur en faveur du néolibéralisme.

pratique de la délocalisation ? La baisse du coût du travail ? La diminution de l'imposition ? Mais cela est déjà la politique économique d'aujourd'hui.

De l'autre côté, la sortie de l'euro et de l'UE -réclamée par la plus grande partie de la gauche grecque - signifiera un retour au capitalisme national et aux politiques keynésiennes. Mais cela est comme on l'a déjà dit simplement impossible. Outre les raisons qu'on a déjà évoquées, on paiera le retour à l'exploitation par le capitalisme national par une période transitoire de pauvreté extrême et peut-être même de conflits entre Etats dans le cadre du nouvel équilibre des forces. Et le retour à un tel mode signifie d'ailleurs le protectionnisme de la production nationale, les antagonismes entre Etats, les guerres monétaires, la mise en coupe réglée des pays impuissants, les conflits et les guerres pour les matières premières et bien sûr, l'accélération de la destruction écologique. Cette proposition comporte aussi l'idée d'un lamentable accommodement avec l'oligarchie, avec des gens avides de domination et porteurs de mentalités et de pratiques maffieuses. La modération d'un système économique fondé sur le *sauve-qui-peut* et l'antagonisme ne conduira, au mieux, qu'à l'équivalent de l'*état de souffrance banal* psychanalytique. Et, d'ailleurs, les devises de l'oligarchie transformeront vite la modération en masque institutionnel d'un régime economico-politique aussi brutal que le régime actuel.

Enfin, les propositions examinées ci-dessus obéissent à une signification centrale de l'imaginaire capitaliste selon laquelle les principaux motifs de l'activité humaine sont d'ordre économique. Partagée aussi par le marxisme, cette idée conduit à l'instauration d'une primauté de l'économique sur les autres domaines de la vie sociale et aux idées corrélatives du bien-être matériel et de l'enrichissement. Partant de cette idée de base, on est inévitablement conduit à poser les problèmes en termes de gestion d'un vaste appareil de production et de filières d'activité inutiles, dont il faudra améliorer le fonctionnement et le rendement, corriger inlassablement les contradictions et les absurdités. Ainsi, des questions comme la dégradation écologique, l'existence de secteurs parasites ou nuisibles (publicité, armement...), la misère psychique, le caractère insensé du travail, la multiplication des besoins artificiels, la qualité de vie dans un sens global (et pas seulement matériel) deviennent secondaires.

Au-delà de l'économisme.

Nous croyons donc qu'il faut envisager sérieusement la possibilité d'une réorientation profonde de l'économie. S'opposer aux plans d'austérité de l'oligarchie, d'accord, mais dans quelle perspective ? Si c'est pour exiger une répartition de la richesse qui nous permettra de participer, *nous aussi*, à la course délirante, à la condamnation de populations entières à la misère et à la famine, à la catastrophe écologique, cela ne vaut pas la peine. Mieux vaut s'attaquer à l'oligarchie à la fois pour ce qu'elle est vraiment – un réseau mondial de domination et de surexploitation – et à son imaginaire, qui est celui du désir de pouvoir, de l'accumulation, de la consommation. Au lieu donc d'accepter un mode de vie condamné à la misère, à la pauvreté, à la dégradation de la qualité de vie – due à la dégradation de l'environnement mais aussi à la difficulté toujours grandissante d'accéder aux services élémentaires de santé – combiné à tous les inconvénients de la course au succès personnel et à l'enrichissement (stress, horaires de travail tuants, etc.), il nous serait préférable de changer de paradigme : passer à un régime de stricte égalité des revenus qui assurera à la fois la satisfaction de nos besoins élémentaires de survie (alimentation, logement, transport, santé physique), la santé psychique et la possibilité pour tous – en termes de temps et aussi de potentialités matérielles – de se consacrer à des activités qui développent leur créativité. Effectuer aussi une redéfinition profonde des besoins, en sorte que les forces créatrices et le temps des hommes ne soient pas gaspillés dans des activités inutiles et insensées. Instaurer enfin la démocratie directe en tant que régime politique universel, englobant tous les domaines et les activités de la vie sociale – lieu de travail, université, quartier, sphère publique en général – permettant ainsi aux gens de récupérer le contrôle total de leur vie.

Bien sûr, une redéfinition de l'activité économique va de pair avec une profonde redéfinition des valeurs cardinales de la société. Ainsi, il faut affirmer positivement que les valeurs qui donnent du sens à notre vie se trouvent en dehors de l'économie, en dehors du fantasme de la toute-puissance matérielle. Les valeurs qui orientent une vie sensée et digne d'être vécue sont celles qui remettent à sa place l'affection sociale, la sociabilité, la solidarité et la convivialité, depuis longtemps oubliées par une société en quête de divertissement, de camelote à consommer et de bonheur matériel individuel. Celles aussi qui restaurent le désir du beau, l'amour pour l'esthétique que la stérilité de la production artistique

actuelle ne peut pas satisfaire. Celles qui restaureront l'amour pour le savoir, la recherche de la vérité et la passion de l'élucidation, à la place de la connaissance des tricheries, des mécanismes et des pratiques du gain, des « trucs » pour « se vendre » sur le marché du travail, du *lobbying*, de la compréhension du fonctionnement des « marchés », du décryptage des chiffres de l'économie, de la « maîtrise » de l'univers numérique. Celles qui restaureront des critères éthiques comme la dignité, les égards dus aux autres, l'équité, l'attachement au travail bien fait ; à la place du cynisme, de l'indifférence, du nihilisme moral. Celles enfin qui solidifieront et institueront toutes les précédentes : la liberté, l'égalité, l'autonomie, l'autolimitation, la politique en tant que champ de définition des buts et des visées ultimes de la société ; à la place de l'économisme régnant, de la politique en tant que duperie et cristallisation des rapports de domination.

« Le terrain est maintenant fécond pour l'émergence d'une nouvelle conception politique »

Propos recueillis à Athènes début septembre par le collectif,
et publiés sur le site le 24.

B. a 35 ans et est chercheur en sociologie. Il a participé dès le début et d'une manière très active au mouvement de la place de Syntagma, en étant un des principaux animateurs de la Commission Politique et ensuite de la Commission de Démocratie Directe, créée par la plupart des gens en réaction au noyautage de la première par un groupe gauchiste mao-trotskiste.

Au printemps dernier, le mouvement spontané de contestation en Grèce a impressionné par son courage, ses mots d'ordre radicaux et sa détermination, parallèlement aux mobilisations en Espagne. Et, comme là-bas, il s'inscrit pleinement dans une réaction aux mesures d'austérité imposées par l'Union européenne. Comment les gens expliquent-ils leur situation et leur mobilisation et font-ils un rapprochement avec le soulèvement de 1973 qui a mis fin à la dictature des colonels ?

Tout d'abord, je crois qu'il est nécessaire d'expliquer que la motivation de la population contre le gouvernement grec n'est ni unilatérale ni homogène. Une grande partie d'entre nous s'identifie à la notion d'« indignés », plutôt négative à mes yeux au sens où c'est une réaction presque spontanée contre les mesures d'austérité et la liquidation des biens publics. Une autre – peut-être moins importante, mais plus active – a fait émerger l'idée de démocratie directe comme proposition alternative au système de démocratie représentative, mais sans négliger le besoin d'une réponse immédiate aux projets du gouvernement.

L'insurrection de l'Ecole polytechnique en 1973 reste une référence dans toutes les manifestations et les luttes des ouvriers et des étudiants. Le vieux slogan des années 70 « *pain, éducation, liberté* » réapparaît parce que la dictature est toujours là, mais cette fois-ci sous une forme d'oppression sous-jacente et possiblement beaucoup plus dangereuse, car les citoyens restent toujours aveuglés par la chimère du changement à travers les élections tous les quatre ans.

Tu participes à toutes les mobilisations politiques depuis des années en Grèce : Dans quelle mesure l'assemblée de Syntagma est-elle la continuité avec les émeutes de décembre 2008 qui ont embrasées le pays ?

Il est trop tôt pour que les gens qui vivent les événements de près puissent apprécier le lien voire l'interaction entre les deux phénomènes. Ce qu'on pourrait dire, c'est que les deux mouvements ont des caractéristiques opposés dans la mesure où l'assemblée de Syntagma est une action par excellence non-violente, et beaucoup plus politique – vu qu'elle est en position de se définir elle-même, quoique de façon imparfaite – et moins sauvage que les assemblées des quartiers d'Athènes bien avant le 25 mai. On pourrait considérer l'insurrection de 2008 comme un événement précurseur seulement dans la mesure où les sujets sociaux y ont acquis de l'expérience et ont dépassé les peurs et l'individualisme imposé par le mode de vie actuel.

La Grèce, comme tous les autres pays, se trouve devant une impasse à la fois économique, mais aussi écologique, politique et culturelle : quels sont les perspectives des gens mobilisés ? Quels regards ont-ils sur les soulèvements arabes, particulièrement Tunisien et Egyptien, ainsi que sur le mouvement espagnol ?

Les insurrections du printemps arabe ont comme objectif de transformer les régimes totalitaires de leurs pays et d'établir – au moins au début – des démocraties de type occidental, à savoir parlementaires et représentatives. D'ailleurs le rôle dans ces insurrections d'organisations fondamentalistes comme par exemple les Frères musulmans en Egypte, ainsi que la politique impérialiste de l'OTAN sont bien obscurs à ce moment-là et ne permettent pas d'établir un lien direct avec ce qui est en train de se dérouler en Grèce. Par contre, le mouvement « *Prends la Place* » en Espagne a été une source d'inspiration pour la Grèce, quoique les conditions soient bien différentes. On pourrait dire que le temps historique s'est accéléré et continue de le faire. Les problèmes, disons, objectifs, que la Grèce rencontre dans le domaine économique sont l'horizon immédiat de plusieurs pays comme l'Espagne, l'Italie et la France. Les gens qui descendent dans la rue cherchent des solutions aux difficultés de la vie quotidienne. Mais certains d'entre eux ont adopté une vision du monde différente, celle d'une vie débarrassée des idéaux d'individualisme et de consumérisme. La démocratie directe semble être la réponse à la question de la matérialisation de cette vision.

Il y a certainement eu, au fur et à mesure, une évolution importante des revendications et du fonctionnement collectif : Y retrouve-t-on la contradiction des Espagnols entre une demande de moralisation de la vie politique et un changement radical du système ? Y-a-t-il un processus de "conscientisation" progressive des gens qui participent aux assemblées générales ?

A la lumière de mon expérience accumulée pendant ces trois mois et demi de participation permanente au mouvement de la place Syntagma, je dirais qu'il y a trois courants forts dans l'assemblée : ceux qui exigent des réformes du système de démocratie représentative, considérant que le système n'est pas vicieux en soi, mais que les politiciens sont corrompus ; ceux qui voudraient passer à un système de démocratie directe mais qui pensent que ce passage doit obligatoirement comporter plusieurs étapes intermédiaires de réformes ; et ceux qui aspirent à la transformation structurelle de la société le plus tôt possible – et cherchent des solutions en ce sens : une monnaie alternative, des réseaux d'échanges, une université autonome, etc. J'ai quand même l'impression que la majorité du peuple ne s'est pas encore rendue compte que nous vivons dans une époque de changements profonds, au beau milieu d'une guerre économique mondiale qui offre pourtant l'occasion aux sociétés de redéfinir les modèles politiques et économiques des siècles passés et d'étreindre de nouveaux modes de vie. En fait, ce que la démocratie directe en question requiert n'est qu'un nouveau type anthropologique qui, en conflit avec les types en vigueur, actuellement, revendiquerait une société plus politique et plus humaine.

Comme la plupart des révoltes depuis une dizaine d'années, l'utilisation d'internet et des "réseaux sociaux" a été ici encore une fois très importante. Comment comprends-tu ce rôle central joué par ces technologies dans un pays où la socialité traditionnelle demeure encore vivace et surtout son impact dans la nature et le déroulement du mouvement ? Penses-tu que cela ait un rapport avec son aspect à la fois massif, festif et pacifique ?

Les réseaux sociaux ne sont que des moyens de diffusion immédiate de l'information. Ils peuvent parfois se substituer aux débats publics et résoudre le problème de la coordination à distance des mouvements. Pourtant, il y a deux restrictions : d'un côté, on ne peut jamais être sûr que la personne avec laquelle on est en communication fait partie de notre mouvement ou s'il est en service commandé par la police ou l'Etat. Dans les

listes de communication se glissent souvent des agents du gouvernement qui y puisent des informations et donnent à l'Etat des moyens pour mieux organiser la répression des actions du mouvement. De l'autre, l'échange des opinions *in vivo* et la synthèse des points de vue sont la quintessence de la démocratie directe, car l'interaction des sujets sociaux comprend non seulement l'intellect mais aussi le sentiment, également nécessaire pour qu'on puisse vraiment parler d'individus autonomes.

Les grecs sont les seuls à affirmer explicitement une "démocratie directe", même si les espagnols de la Puerta del Sol la pratiquent aussi : Comment expliquer le surgissement d'un tel mot d'ordre, qui semble contraster fortement avec ce qui est vécu quotidiennement par la population depuis des décennies ?

Les sociétés, notamment au cours des dernières décennies, ont été habituées à confier la gouvernance de l'Etat aux mains de politiciens qui n'étaient pas susceptibles d'être contrôlés par les citoyens et de rendre compte de leurs décisions, et qui menaient des politiques visant à satisfaire les intérêts des classes sociales dominantes. La démocratie directe arrive sur la scène politique comme un antidote à la passivité des sujets sociaux désormais invités à prendre leur vie en main sans attendre des « spécialistes » de la politique qu'ils organisent leur lutte pour la libération. La démocratie directe n'est pas seulement un paradigme historique issu de l'Athènes antique mais tout autant une pratique systématique d'organisation dans les conseils des ouvriers et les soviets des XIXe et XXe siècles. Aujourd'hui, il est très difficile de parler de systèmes d'organisation politique et sociale conçus par parthénogenèse ; leur évolution, même à brève échéance, est imprévisible.

Cette auto-organisation est appliquée localement : quelles sont les difficultés internes auxquels les gens sont confrontés ? Imaginent-ils s'appropriier la gestion du pays entier ? Ces principes pénètrent-ils les institutions : entreprises, administrations, universités, hôpitaux... ?

Il est trop tôt pour parler d'auto-organisation au niveau local. Je disais que des structures autonomes sont en train de se développer mais elles en sont encore à l'état embryonnaire. Nous venons de prendre contact avec des collectifs alternatifs d'approvisionnement et de commerce et nous sommes en train de mettre en place des réseaux d'échange de biens et de services dans la capitale. Ce qu'on peut supposer, c'est qu'une telle organi-

sation est inconnue de la majorité du peuple. D'ailleurs, une partie de la gauche et de l'extrême gauche est méfiante et parfois hostile aux initiatives dans le sens de l'autonomisation de la société parce qu'elles échappent à la norme traditionnelle d'organisation politique (partis, hiérarchie, etc.). A l'heure actuelle, il serait tout bonnement superficiel de parler d'administration centrale du pays, à un moment où la dynamique de démocratie directe n'ont pas réussi à pénétrer en profondeur la société grecque.

Comme tous les pays, la Grèce est un pays profondément clivé : Qui sont ces athéniens rassemblés et quels sont leurs relations avec le reste de la population ? La contestation et les opinions qui s'expriment lors des assemblées générales correspond-elle à ce qui est vécu par le reste de la population ? Quels sont les sujets qui divisent ?

Les Athéniens qui occupent en permanence la Place Syntagma viennent essentiellement de la classe moyenne et des milieux progressistes. Au début, parmi les gens qui se rassemblaient, il y en avait même qui venaient de l'extrême droite et des partis au pouvoir pendant les dernières décennies. Depuis le mois de juillet ne restent dans les rues du pays que les plus motivés, qui viennent des extrêmes du spectre politique. Les assemblées générales sont plutôt composées des électeurs de gauche, des gauchistes et des contestataires. L'enjeu principal dans les assemblées est la direction à donner à l'indignation des gens. Les questions sur la pertinence de l'exigence de démocratie directe et la mise en avant des pétitions réformistes sont les thèmes de débat les plus fréquents. Toutefois, il s'agit d'un faux dilemme. La démocratie directe se présente à la fois comme une démarche d'opposition frontale aux projets et aux mesures du gouvernement et comme la réponse à la question : « *qu'allons-nous faire après ?* », habituellement posée par les gens.

Quelles sont les comportements des organisations "de gauche", partis, syndicats, groupuscules ? Et quelles sont les attitudes des gens rassemblés vis-à-vis des discours déjà existants ? Quelle est la tactique de l'extrême-droite aujourd'hui ?

On a déjà dit que les parties et les organisations de gauche essaient de capitaliser le sentiment de désespoir de la population pour gagner des voix aux éventuelles élections à venir et renforcer leur influence sur la scène politique. Mais une grande partie des gens en a assez des fausses promesses et de la langue de bois de la gauche et ne semble pas être attirée par les si-

rènes provenant de cette plate-forme idéologique. De l'autre côté, les défenseurs de la démocratie directe n'ont pas encore inventé des modes d'organisation propres à inspirer les masses qui se rencontrent dans les assemblées. Le danger de l'extrême droite est toujours réel. L'histoire nous enseigne que les conditions de crise sont toujours un terrain propice au développement et à la prédominance des idées totalitaires. Je pense que pour l'instant cette perspective n'est pas encore prise suffisamment au sérieux par les organisations de la gauche et les contestataires. Le temps déjà perdu dans l'organisation des structures concurrentes au système économique et politique et le caractère non massif du mouvement laissent le champ libre à l'épanouissement de la rhétorique fasciste.

Quoi qu'il arrive, prise dans une dynamique mondiale, la situation du pays va empirer dans les années à venir. La population va devoir affronter une oligarchie d'autant plus prête à tout qu'aucune alternative politique n'existe réellement susceptible d'unir une population divisée. Quels sont les scénarii possible, d'après toi ? L'"arriération" du pays (culturel, agricole, industriel, etc..) peut-elle se révéler un avantage ? Les positions politiques que tu défends sont-elles susceptibles d'être partagées par une frange de la population ?

Il est vrai que nous sommes juste au début de notre entreprise. Ce que la démocratie directe propage, c'est l'autonomie de l'individu, des collectivités et de la société. Je crains fort que les gens, vivant toujours dans une société et dans un système politique basés sur l'hétéronomie, ne soient pas encore disposés à suivre le message de la transformation foncière des institutions, des modes de pensée et des modèles moraux. Les arguments utilisés pour la diffusion de la démocratie directe, aussi convaincants qu'ils soient, doivent s'accompagner de la réalisation d'actions concrètes propres à assurer le passage de la démocratie parlementaire à la réelle démocratie. C'est la tâche que nous nous sommes volontairement assignés. Nous devons préciser explicitement que le système économique capitaliste et la démocratie représentative sont dans l'impasse et que nous allons vivre dans les années à venir une transformation profonde des relations sociales et des idées politiques. Le terrain est désormais fécond pour l'émergence d'une nouvelle conception politique qui puisse, en s'interrogeant sur les grandes questions philosophiques de l'existence et de la vie sociale de l'homme, constituer le premier pas vers la création de sociétés de solidarité et d'autonomie.

Sur la dynamique des mouvements actuels

Compte-rendu de la réunion publique du 13 octobre 2011

La réunion était publiquement annoncée sur notre site et sur Indymedia Paris et Demosphère. Son but était de discuter des mouvements des "indignés" passés, présents et à venir à partir de l'expérience du mouvement grec, en présentant notre première brochure sur ce thème (n°18). Elle était en vente libre, ainsi que les deux précédentes (« Les soulèvements arabes face au vide occidental » n° 17 et 7bis et « Octobre 2010 : une lutte à la croisée des chemins » n°16). Les tracts suivants ont été distribués : « Le mouvement des indignés » ; « La démocratie contre les élections » et « Pour des AG autonomes ».

Une douzaine de personnes étaient présentes au "Tabac de la Bourse", à Paris. La réunion a commencé à 19h30.

Remarque sur la retranscription : lors des débats, les questions ne provenaient pas nécessairement du « public », pas plus que les réponses n'émanaient obligatoirement du « groupe »...

Présentation du collectif

A la demande d'un participant, le collectif *Lieux Communs* se présente rapidement. Organisé formellement depuis deux ans, il milite pour la démocratie directe, la redéfinition collective des besoins et l'égalité des revenus. Ces objectifs peuvent être dits « révolutionnaires », à condition de donner à ce terme le sens d'une auto-transformation radicale de la société, d'un changement global par l'action autonome d'un maximum de gens, et non pas la prise de pouvoir par un groupe, un clan, un parti ou une classe. Loin de l'économisme capitaliste ou marxiste, nous cherchons donc à inscrire l'économie dans une approche culturelle et anthropologique.

Bref exposé sur le mouvement américain *Occupy Wall Street*

La réunion est introduite par un bref exposé sur le mouvement en cours « *Occupy Wall Street* », la version états-unienne des « indignés » espagnols et grecs.

Le mouvement a été lancé le 17 septembre par la nébuleuse situationniste *Adbusters* (le groupe canadien dont l'équivalent français est les *Cas-*

seurs de Pub). Défilés, manifestations et occupations de parcs se sont rapidement propagés au reste du pays, à Boston, Austin, San Francisco,... Les manifestants sont très bien organisés matériellement, éditant des affiches, des guides d'action, des sites web, et dernièrement un journal, l'*Occupied Wall Street Journal*, tiré à 100.000 exemplaires. Relativement peu nombreux, ils se nomment les "99 %" et remportent une grande sympathie auprès de la population et bien entendu auprès des Démocrates qui les draguent, face à qui les manifestants ne se positionnent pas clairement. De l'autre côté, les Républicains croient à un retour du "léninisme" et du "bolchévisme" tandis que Fox News croit y voir les "Tea Party de la gauche", négligeant l'organisation électorale des uns et le caractère spontané et auto-organisé des autres, mais exprimant bien la polarisation du pays qui est en train de se mettre en place.

Le 1^e octobre, il y eut 720 arrestations lors d'une action sur Brooklyn Bridge qui visait à interpellier les gens qui se rendaient au travail. Lorsqu'on sait qu'il n'y avait que 200 policiers sur les lieux, cela interroge quant à la combativité des manifestants, même si des résistances plus consistantes semblent être apparues à San Francisco. La répression prend surtout des formes moins brutales : interdiction des parapluies (pour empêcher toute occupation de la voie publique – les fameuses manifestations déambulatoires américaines) et des porte-voix, que les gens contournent en relayant en chœur les discours des orateurs. Sur le plan du contenu, le mouvement semble essentiellement constitué de déçus d'Obama et de gens craignant un déclassement, d'où des propos relativement consensuels contre les abus de la finance, le jeu des banques et le rôle des grandes entreprises, sans réelle volonté de remise en cause radicale. Il existe des textes explicitement anti-capitalistes, mais qui ne lèvent pas les ambiguïtés propres à la dénonciation des élites, particulièrement aux USA où ce courant est historique, comme l'a montré le cas Clinton.

Les dynamiques complotistes

Sur ce mouvement très horizontal et sans porte-parole se greffe notamment la mouvance des "anonymous", pirates informatiques auto-proclamés, dont le signe de ralliement est le masque du héros du film à succès *V for Vendetta*. Leurs communiqués vidéo prophétiques sont esthétiquement assez inquiétants (masque animé sur fond de voix synthétique) et politiquement confus : ramenant tout à eux ("*we are the change*"), leur critique est

très basique et mêle populisme de droite américain, anti-étatique, avec celui de gauche, anti-capitaliste. Leur code de conduite en dix-sept points insiste sur le pacifisme et le refus de s'en prendre à la propriété et appelle les mystérieux "organiseurs" à traiter "tout le monde avec équité".

Ce complotisme diffus n'est pas absent du mouvement « Occupy Wall Street » et semble être la version américaine de l'ambiguïté du mouvement des « indignés », puisque toute théorie du complot repose sur la vision d'un système fondamentalement acceptable (le pays auto-constitué est considéré comme un havre de prospérité) dévoyé par quelques petits milieux malfaisant (la défiance du pouvoir fédéral). On retrouve ici, en quelque sorte, la version trotskyste selon laquelle le mouvement révolutionnaire est perpétuellement trahi par de mauvais dirigeants. Les manifestants se réclament explicitement des soulèvements arabes, mais sans mesurer la distance qui existe entre le renversement de dictateurs et la lutte en pays d'oligarchie libérale occidentale, c'est-à-dire la différence entre la lutte anti-autoritaire et la lutte pour la démocratie radicale. La participation aléatoire des partis et syndicats aux luttes en cours entretient ce malentendu entre l'aménagement de l'ordre actuel et sa mise à bas, malentendu qui pourrait encore durer longtemps.

Entre noyautages gauchistes et indétermination

Une intervenante adhérente des IWW (2000 adhérents)⁵⁷ fait justement part de son expérience de ces mouvements où les militants les plus radicaux sont systématiquement écartés, voire dénoncés, à Los Angeles ou Chicago, ou encore dans le Wisconsin, où ce sont les Démocrates qui ont tiré les marrons du feu. C'est ce qu'on retrouvait dans le mouvement "*Democracia real YA*" en Espagne, sous couvert de "citoyennisme", et également en Grèce, où c'étaient les gauchistes de toutes tendances qui tentaient de neutraliser toutes les interventions des non-affiliés dans le sens d'une véritable démocratie directe et d'une radicalisation des mots d'ordre. Il semblerait que ce soit l'inverse en France, où le mouvement est encore groupusculaire.

Un participant intervient pour contrebalancer les critiques contre les "conspirationnistes": les assemblées des "indignés" pêcheraient par leur fétichisme organisationnel prenant la démocratie directe pour une fin en soi

⁵⁷ Cf. le site Internet de ce syndicat historique : <http://www.iww.org/en/content/iww-endorses-occupy-wall-street> .

sans contenu autre que consensuel puisque l'égalité y est postulée sans égards pour les multiples inscriptions sociales et politiques des individus. Il lui est répondu d'abord que ces traits existent effectivement en France où le mouvement est particulièrement volontariste, mais qu'il rompent aussi avec les pratiques gauchistes putschistes et autoritaires. Ensuite, le cas de l'Espagne et de la Grèce est très différent, puisqu'il s'agissait de regroupements amples bien plus enracinés dans la population et qui devaient se défendre contre les tentatives permanentes de manipulations et de noyautages. En Grèce, l'impératif de s'exprimer en son nom propre, et non en tant que représentant ou porte-parole, était une mesure de protection, un garde-fou qui n'a jamais empêché personne de dire ce qu'il avait à dire, quels que soient ses propos. Autre dispositif grec particulièrement salvateur : le tirage au sort des prises de parole, mis en place dès les premiers jours afin d'entraver les professionnels de la parole publique et de sauver la liberté d'expression populaire. Bien sur il était très difficile de se répondre, mais l'assemblée n'étant pas délibérative mais décisionnelle, ce handicap était considéré comme un moindre mal⁵⁸.

Une intervenante dit que ces mouvements restent très flous et que cela est dû justement à la mise à distance des partis et syndicats, qui ont une vision claire des choses et qui savent où ils vont. Il lui est répondu que la plupart des gens ne veulent pas de cette direction : c'est elle qui nous a menés là où nous sommes puisque partis et syndicats sont institutionnellement des rouages de la mécanique qui est aujourd'hui contestée. Il est évident que les expériences "communistes" du XX^e siècle ont laissé un arrière-gout de terreur, de famine et d'oppression qui ne facilite pas du tout la réinvention d'autres perspectives : c'est l'origine du tâtonnement des mouvements actuels, et leur ralliement à des positions telles que les portent les formations politiques hiérarchisées actuelles signerait leur mort pure et simple. La position est particulièrement claire concernant le cas grec, puisque dans la *Commission Politique* qui était chargée de proposer des orientations politiques à l'assemblée générale de la place *Syntagma*, la lutte contre les groupuscules et partis gauchistes faisait rage. Ils défendaient la

⁵⁸ Cf. pour plus de détails sur le mode de fonctionnement des AG et des Groupes Thématiques de la Place Syntagma, notre texte « Assemblées Générales de *Syntagma* : structure et fonctionnement », dans la première partie de notre brochure, *Le mouvement grec pour la démocratie directe. Le « mouvement des places » du printemps 2011 dans la crise mondiale* (Brochure n° 18), pp. 37-39.

démocratie directe pratiquée sur la place comme un simple organe de lutte devant servir à la conquête du pouvoir par eux-mêmes, alors que pour les non-affiliés et nous-mêmes, la démocratie directe est un projet global, un régime politique à instaurer.

Une intervenante se demande pourquoi il n'y a pas de cahiers de doléances, puisque ce sont les gens eux-mêmes qui savent ce dont ils ont besoins. Il lui est répondu que le principe des doléances exige une adresse au prince, et entérine donc le maintien d'autorités censées s'occuper du peuple à sa place. Les assemblées grecques ont dépassé, partiellement, le stade de la revendication à l'Etat, pour aborder les problèmes de l'auto-organisation du peuple. Mais même là existait une tendance simplement anti-oligarchique de type républicaine/anti-autoritaire, et c'est elle qui a empêché que le principe de l'autogestion s'étende à la sphère du travail et de la production, puisqu'elle ne visait finalement que la correction des dérives de l'Etat. D'une manière plus générale, la référence centrale de ces mouvements aux termes de démocratie et d'oligarchie est une très bonne nouvelle mais elle ne lève pas le flou qui les entoure. Beaucoup de livres sortent aujourd'hui sur la thématique de l'oligarchie, dont de très mauvais, mais aussi d'excellents, comme celui de H. Kempf, qui pointe bien la différence entre une dictature et une oligarchie⁵⁹. Mais dans un contexte de confusion comme celui d'aujourd'hui, il est clair que les conceptions conspirationnistes vont se développer et perdurer encore très longtemps. Ce qui importe aujourd'hui, c'est de comprendre les implications mutuelles entre l'attitude des populations et le comportement de l'élite au pouvoir. Celle-ci ne va cesser de se discréditer, puisqu'il lui faut annoncer aux peuples qu'elle domine que la société de consommation est finie et que les promesses ne seront pas tenues. Elle est dans la position du comité central de l'URSS qui devait en 1985 faire comprendre que tout ce qu'il avait raconté depuis soixante-dix ans ne tenait pas debout...

Sur la nature de l'oligarchie

Le principe que devrait imposer le terme d'oligarchie, c'est que les dominants ne sont pas une classe simple, au sens marxiste, définie "objectivement" par leur position économique, mais le sommet d'une société qui aspire toute entière à l'opulence. Cela inclut une part d'assentiment populaire au système : chacun critique les "salauds d'en haut" tout en rêvant de la

⁵⁹ H. Kempf, *L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie*, éditions du Seuil, Paris, 2011.

manne (via l'euromillion, le football professionnel ou la Star Academy) qui lui permettrait de se mettre à l'abri individuellement en adoptant le train de vie desdits "salauds".

Un intervenant qui était en Grèce lors des assemblées de Syntagma félicite le groupe pour son travail sur la première brochure. Mais il tient à préciser que, contrairement à ce qui est affirmé dans son introduction⁶⁰, ce n'est pas Aristote qui a inventé le terme d'oligarchie puisqu'on en retrouve la trace chez Hérodote qui rapporte un débat entre trois rois perses sur le meilleur régime, démocratique, oligarchique ou monarchique. Il lui est répondu que c'est Aristote qui a catégorisé avec précision la notion et qui l'a systématisé dans une pensée politique cohérente. Le même intervenant se réjouit sans réserve pour sa part de la banalisation du terme, contrairement à cette même introduction dans laquelle il ne se retrouve absolument pas. Il s'engage à rédiger un texte de cinq pages pour clarifier ses positions. Il s'étonne ensuite de la modération des réactions du travailleur grec, particulièrement culpabilisé, et trouve que le mouvement a manqué d'audace contre les professionnels de la parole. Le problème a également été celui du rapport entre le mouvement et la Grèce profonde, peu touchée par ce mouvement qui a été particulièrement radical, compte tenu de la formation anthropologique grecque, qui n'a pas connu les multiples épisodes révolutionnaires de l'Occident. Il est clair que l'occupation des places était un levier pour entraîner le reste du pays, et que cela n'a pas marché, pour de multiples raisons, l'une d'elles étant que la culture oligarchique a largement pénétré la population.

Une intervenante évoque un livre, *La géopolitique de l'émotion* de D. Moïsi (Paris, Flammarion, 2008), selon lequel le peuple serait manipulé par les média qui véhiculent des émotions consommables dont l'impact n'est pas neutre sur le comportement des populations et le mouvement des "indignés". C'est particulièrement vrai concernant les émeutes en Angleterre où les média ont joué leur partition. Il est d'ailleurs à noter que même si ces émeutes sont à l'exact opposé de ce qui s'est passé en Grèce, on peut interpréter ces diverses réactions comme un travail de deuil de la société actuelle, un test permettant de vérifier l'état effectivement catastrophique des choses, prélude à une résignation ou à autre chose... C'est, dans tous les cas

⁶⁰ « Introduction générale : entrée en période troublée », in *Le mouvement grec pour la démocratie directe...*, *op. cit.*, p. 4.

une ambiguïté qui ne sera pas levée de sitôt, comme le montrent même les assemblées grecques où coexistaient toutes ces tendances. D'où l'importance de la distinction entre démocratie "réelle" et démocratie "directe".

Surgissement de l'improbable et réactions prévisibles

Une intervenante rattache la résignation au phénomène de l'immigration, puisque les immigrés sont souvent les plus mal lotis et qu'ils ne se mobilisent pas. C'était effectivement le cas en Grèce, où ils étaient totalement absents des assemblées. Mais il faut également signaler l'absence de réaction xénophobe dans le pays, même si les immigrés albanais (et plus généralement d'origine balkanique et ex-soviétique) aujourd'hui intégrés économiquement détestent les Asiatiques et les Africains, arrivés plus récemment. On retrouve ce "syndrome de l'ascenseur", où l'on souhaite vivement que les portes se referment une fois qu'on est dedans, en France même. La situation en Grèce est discutée, notamment à Athènes, constituée de près de 20 % d'immigrés, et où les réactions xénophobes sont loin d'être négligeables et risquent fort de prendre de l'ampleur dans l'avenir. Or, pour le moment, la montée de la xénophobie dans le pays est bien inférieure à ce à quoi on pourrait s'attendre, compte tenu de la situation (très grand pourcentage d'immigrés, crise économique et explosion du chômage etc.). Le phénomène de bouc-émissaire fonctionne très bien dans le pays, notamment contre les fonctionnaires, et il se pourrait bien qu'il concerne rapidement la frange immigrée.

Celle-ci n'était justement pas absente des émeutes anglaises, et on peut les considérer comme un cas typique de rupture anémique, sans lendemains ni prolongement politique, sinon réactionnaire. D'ailleurs, dans les interviews peut-être bidonnées diffusées par les médias, les "émeutiers" tenaient des propos dévastateurs pour leur propre image qui ne pouvaient que terroriser les couches populaires. On peut rétrospectivement interpréter de la sorte les émeutes de 2005, avec leur mutisme. La société de consommation a remplacé la religion comme système d'explication du monde et comme matrice existentielle, dans le sens où elle reformule – de manière beaucoup plus cohérente et « réaliste » – le vieux rêve de l'opulence. Que se passe-t-il lorsqu'il y a rupture ? L'anomie est une de ces réactions et il va falloir s'attendre dans le futur à des réactions totalement imprévisibles. Le cas Breivik en Norvège est très illustratif de ce point de vue-là.

La réunion se clôt à 22h30.

Bibliographie indicative

- **Sur la Grèce contemporaine**

Dalegre Joëlle, *La Grèce depuis 1940*, L'Harmattan, coll. "Etudes Grecques", 2006.

- **Sur la Grèce antique**

Castoriadis Cornelius *Ce qui fait la Grèce, 1. D'Homère à Héraclite* (2004) & *Ce qui fait la Grèce 2. La cité et les lois* (2008), Seuil

Glotz Gustave *La cité grecque*, 1928, Albin Michel 1968

Hansen Morgens H., *La démocratie athénienne à l'époque de Démosthène*, Paris, Tallandier, 2009.

- **Sur la démocratie directe et la situation générale**

Lefort. C, *La complication, retour sur le communisme*, Fayard 1999

Lasch Christopher, *La révolte des élites*, Climats, 1996.

H. Kempf, *L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie*, Seuil, Paris 2011

Jean-Luc Gréau, *Le capitalisme malade de sa finance* (1998), *L'avenir du capitalisme* (2005), tous les deux publiés chez Gallimard. (Ce qui rend ces ouvrages très intéressants, c'est qu'ils sont écrits par un auteur qui est partisan du capitalisme.)

H. Arendt, *Essai sur la Révolution* (1963), trad. par M. Chrestien, Gallimard 1985.

Nous assistons dans notre quotidien, dans la rue, au travail, à un effondrement progressif de tout ce qui donne sens à notre vie. Face à cette *montée de l'insignifiance*, comme beaucoup nous ne pouvons vivre que par l'espoir qu'il est possible de changer le cours des choses.

Cette course dévastatrice est menée par une minorité régnante n'agissant que pour l'obsession de l'accumulation, de la domination et de la puissance. Les « démocraties représentatives », et les révoltes actuelles mènent à des impasses. Seul un *réveil des populations* et leur engagement pour un monde viable et décent pourra poser les réels problèmes qui les traversent. Vouloir la liberté aujourd'hui, c'est vouloir une rupture claire menée par l'ensemble de la population : une *auto-transformation de la société*.

Nous voulons une véritable démocratie, exercée par les peuples où les gens décident eux-mêmes de la direction et du fonctionnement de leurs sociétés. Cela implique un individu capable de respecter, d'interroger, de critiquer et de créer aussi bien les règles communes que les siennes propres. Il ne s'agit pas de rêver à un paradis, mais de faire advenir une civilisation digne, libre et responsable. Nous voulons donc une société qui pose explicitement et lucidement ses propres limites, qui rompt ainsi clairement avec l'idéologie dominante. Il y a d'abord à se réapproprier de manière critique des attitudes propres aux régions dites « sous-développées » : solidarité, don, entraide, convivialité, hospitalité, honnêteté, qui sont l'essence d'une société digne.

Un certain nombre de mesures s'imposent pour vivre la *prudence* dans le domaine techno-scientifique, la *frugalité* dans la consommation, et la *sagesse* dans les affaires publiques. Il n'est ainsi possible d'entraver la soif du pouvoir qu'en organisant toutes les institutions autour d'*assemblées souveraines*, de mandats révocables et de rotation des tâches. Et on ne peut se débarrasser de la recherche illimitée de profit qu'en établissant ensemble une *égalité stricte des revenus*, et une *redéfinition collective des besoins*. Rien de tout cela n'est naturel, ni inéluctable, ni surtout impossible : de telles ruptures sont déjà survenues dans l'histoire.

Nous nous inscrivons dans ce projet d'autonomie issu des siècles de luttes collectives qui refusèrent un ordre imposé par une autorité extérieure inaccessible : Traditions, Dieux, Nature, Science, Marché ou Parti. Né dans la Grèce antique et réinventé en occident, il fut incarné par la Renaissance, les Lumières, la révolution française, le mouvement ouvrier, les conflits de décolonisation, puis les combats des femmes, des jeunes, des minorités et des écologistes. Ce projet d'égalité et de justice est aujourd'hui *moribond*, piétiné au profit de l'autre création historique de l'occident, la *délirante rationalité instrumentale* étendue à tous les domaines de la vie.

L'objet de notre collectif est que ce projet (re)devienne un véritable projet de civilisation. Notre besoin est pressant d'une intelligence collective capable de réflexion théorique, de parole publique comme d'intervention pratique. Les forces capables de le porter sont encore dispersées et souvent s'ignorent elles-mêmes. Notre recherche d'autonomie individuelle et collective n'a de sens que dans une pratique concrète sans cesse recommencée, inscrite dans la vie ordinaire, une progression à tâtons.